

Université de Montréal

**Les réformes de libéralisation économique à Cuba dans l'après guerre froide :
contenu, conséquences et limites.**

Par
Pénélope Autret

Département de Science Politique
Faculté des Arts et des Sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de Maîtrise ès Sciences
en Science Politique

Mai, 2004

©, autret, 2004



JA

39

U54

2005

V.002

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal
Facultés des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

**Les réformes de libéralisation économique à Cuba dans l'après guerre froide :
contenu, conséquences et limites.**

Présenté par

Pénélope Autret

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes

Marie-Joëlle Zahar
président-rapporteur

Diane Éthier
directrice de recherche

Claude Morin
membre de jury

Résumé

Le contexte international, depuis les années 1970, a été caractérisé par deux mouvements de transition des pays autoritaires: l'un vers la démocratie, l'autre vers l'économie de marché. Cuba est une exception car ce pays n'a pas suivi la même trajectoire. Cependant, la crise économique du début des années 1990, provoquée par la disparition du bloc de l'Est et aggravée par le renforcement de l'embargo, a contraint le gouvernement de Fidel Castro à entreprendre une série de mesures économiques qui sont assimilées à un ajustement économique néolibéral. La stabilisation a été réalisée grâce à la nouvelle politique monétaire (dépénalisation du dollar et convertibilité du peso) et à l'introduction d'une politique fiscale, et l'ajustement structurel s'est traduit par l'émergence du secteur privé (autorisation du travail indépendant, nouvelles coopératives agricoles, processus de perfectionnement des entreprises), par la libéralisation des échanges extérieurs (les investissements étrangers, la création de zones franches et de parcs industriels) et par la restructuration de la fonction publique et du marché financier. Les deux principales conséquences sont l'augmentation des inégalités sociales et le recul de l'État dans l'économie. Mais la finalité du gouvernement n'est pas d'instaurer une économie de marché sinon d'adapter le socialisme cubain. Ainsi, le processus s'effectue sous le contrôle du gouvernement qui se traduit par plusieurs spécificités telles que la participation du peuple à la prise de décision, le refus de couper les dépenses sociales, les multiples contraintes législatives et la gradualité du processus.

Mots-clés : Transition politique - Économie de marché - Ajustement néolibéral – Cuba
- Inégalités sociales - Contrôle du gouvernement.

Abstract

The international context, since the seventies, was marked by two transition-movements by the authoritarian countries: one towards democracy and the other one towards market-economy. But Cuba didn't follow the same path, it is an exception to these movements. Nevertheless, an economic crisis at the beginnings of the nineties, provoked by the USSR's dislocation and worsened by the American embargo, forced the government to take on some economic reforms close to a neoliberal adjustment process. On one hand, there was stabilization with the legalization of the American dollar, the introduction of the convertible peso and the establishment of a fiscal policy. On the other hand, there was a structural adjustment with the transformation of state farms into agricultural cooperatives, the legalization of self-employment, the authorization of foreign investment, the entrepreneurial process and the financial bargain regulation. Two principal consequences of this adjustment were the increase of social inequities and a certain retreat of the state from the economy. In fact, the aim of Castro's government is not to allow a market-economy but to adapt Cuban socialism. That's why the process is done under the government's control, which explains some peculiarities such as the contribution of the people to the decision-making, the refusal to cut social expenditures, the legal restrictions and the progressive timing of the adjustment.

Keywords: Political transition - Market-Economy - Neoliberal Adjustment – Cuba - Social Inequities - State's control.

Table des matières

Présentation.....	i
Résumé/Abstract.....	ii
Listes des sigles.....	vii
Remerciements.....	viii
Introduction.....	1
CHAPITRE 1	
L'ÉCONOMIE CUBAINE DANS L'APRÈS GUERRE FROIDE.....	5
1. La double transition.	5
1.1. Constat de la double transition depuis les années 1970.....	5
1.2. Définitions des concepts de transition.	8
1.3. Les causes des transitions.	8
1.4. La crise de certains régimes autoritaires.	11
1.5. Le cas du bloc de l'Est.	12
2. L'évolution de Cuba de 1959 aux années 1990.	17
2.1. De la prise du pouvoir par la guérilla à la chute de l'URSS.	17
2.2. La crise économique : 1989-1993.....	23
2.3. Les réformes économiques à partir de 1993.	27
3. La démarche méthodologique.....	28
CHAPITRE 2	
LE CADRE THÉORIQUE:	
LES POLITIQUES D'AJUSTEMENT NÉOLIBÉRAL.....	31
1. L'évolution des théories de l'économie internationale au cours du vingtième siècle.	31
2. Les mesures économiques caractérisant la transition vers le néolibéralisme.	37
2.1. Définitions des mesures néolibérales.....	38
2.2. Le <i>Timing</i> de l'application des réformes d'ajustement.....	42
3. Élaboration de la grille d'analyse.	43
CHAPITRE 3	
LES RÉFORMES ÉCONOMIQUES	46
1. La stabilisation macroéconomique.	47
1.1. Les réformes de stabilisation.	47
1.2. Les effets de la stabilisation.....	51
2. L'ajustement structurel.	53
2.1. Les mesures favorables à l'émergence du secteur privé.....	53

2.2. La libéralisation des investissements étrangers et des échanges extérieurs....	60
2.3. La restructuration de la fonction publique et du marché financier.	65

CHAPITRE 4

CONSÉQUENCES ET FINALITÉ

DES RÉFORMES ÉCONOMIQUES À CUBA..... 68

1. Les conséquences des réformes.	69
1.1. L'augmentation des inégalités sociales.....	69
1.1.1. L'accès aux dollars.	69
1.1.2. Les inégalités sociales.....	71
1.1.3. Les contradictions sociales.	72
1.2. Le déclin du rôle de l'État dans l'économie.	73
1.2.1. Le recul dans l'agriculture et dans le tourisme.	73
1.2.2. Une nouvelle catégorie d'acteurs économiques.....	75
1.2.3. La décentralisation.	76
2. Le rejet de la transition vers l'économie de marché.	77
2.1. La finalité des réformes et le contrôle de l'État.	78
2.1.1. La finalité des réformes économiques.	78
2.1.2. Le contrôle gouvernemental du processus.	80
2.2. Illustrations du contrôle du gouvernement.	81
2.2.1. L'intégration du peuple dans la prise de décision.....	81
2.2.2. Le refus de diminuer les dépenses sociales.....	82
2.2.3. Les limites et contraintes inhérentes aux nouvelles législations.....	84
2.2.4. Une mise en place graduelle du <i>timing</i> des réformes.	85

CONCLUSION 88

BIBLIOGRAPHIE..... 93

Annexes 101

Liste des sigles

ACDI	Agence canadienne de développement international
BIRD	Banque internationale de reconstruction et de développement
BID	Banque interaméricaine de développement
BNC	Banque nationale de Cuba
BCC	Banque centrale de Cuba
CAEM	Conseil d'assistance économique mutuelle
CARICOM	Communauté des Caraïbes
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine
CDR	Comité de défense de la révolution
EPE	<i>Expediente de Perfeccionamiento Empresarial</i>
FAR	Forces armées révolutionnaires
FMI	Fonds Monétaire International
MINVEC	<i>Ministerio de la Inversión extranjera y de la Colaboración Económica</i>
OEA	Organisation des États américains
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PCC	Parti communiste cubain
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme de développement des Nations Unies
UBP	Unités de Base de Production
UE	Union européenne
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques
USAID	<i>United States Agency for International Development</i>

Remerciements

Je tiens à remercier, tout d'abord, ma directrice de recherche, Diane Éthier, de m'avoir conseillée et guidée durant mes recherches. La rigueur de ses exigences m'a poussée à me dépasser afin de mener à terme ce mémoire.

Je tiens à remercier également ma mère de son amour inconditionnel, et mon père qui m'aide à relativiser, mais aussi Fanny et Sébastien, ma sœur et mon frère, pour continuer à agrandir notre famille.

Je tiens aussi à remercier la Brigade Québec Cuba et ses participants avec lesquels j'ai eu la chance de découvrir Cuba, cette île dont les vellétés d'indépendance et la beauté encore préservée me rappellent mon île d'origine, la Corse.

Je veux enfin remercier Annie Claude, Célia, Jeanne, Josiane, Dominique et les membres de l'AECSSPUM de m'avoir donné le goût de vivre au Québec, et de m'avoir entourée, soutenue et surtout relue tout au long de cette maîtrise.

INTRODUCTION

¿ Cuba sí, Castro no? Telle était la question que suscitaient les débats sur l'avenir de Cuba au lendemain de la chute de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS). En effet, la disparition du bloc soviétique devait entraîner celle des économies communistes, ainsi que l'effondrement des régimes socialistes et, par conséquent, celui du régime de Fidel Castro. À Cuba, plusieurs scénarios avaient été imaginés pour envisager le futur. Tout d'abord, il y avait le destin des exilés de Floride : riches de leur fortune accumulée aux États-Unis, ils étaient prêts à revenir sur l'île, à retrouver leurs terres et à prendre le pouvoir. Certains avaient également espéré un coup d'État militaire comme alternative pour renverser le régime castriste. Enfin, le dernier scénario, celui des différents mouvements de dissidence interne pro-démocratiques, portait l'espoir de voir le gouvernement communiste remplacé par le biais du jeu de l'alternance politique.

Plus de dix ans après la disparition de l'URSS, force est de constater que, de tous ces scénarios, aucun ne s'est réalisé. Fidel Castro est toujours au pouvoir et peut même se vanter d'être le dirigeant en poste depuis le plus longtemps. La communauté d'exilés cubains ne cesse de s'agrandir en Amérique latine et en Europe et surtout à Miami, où tout un système de partis politiques s'est institutionnalisé. Quant à l'opposition interne, souffrant d'un manque d'unité, elle continue de subir les revers de la répression et à avoir plus d'impact à l'étranger que sur l'île.

Aujourd'hui, les questions sur l'avenir de Cuba génèrent toujours autant de controverses. Pour les Cubains, le futur fait essentiellement peur. Conscients des conséquences qu'engendrera la mort de Fidel Castro, ils redoutent autant ce moment qu'ils ne le souhaitent. Il n'en reste pas moins que cette question dérange, et cela même si

l'état de santé du *Comandante* fait l'objet de rumeur. C'est pourquoi le peuple cubain préfère davantage résoudre le problème de la succession de Fidel Castro par la solution prescrite dans la Constitution : le numéro deux du Conseil d'État, soit Raul Castro –dont on préfère oublier l'âge avancé– assumera le pouvoir en cas de décès du Président¹. Par ailleurs, la fin du régime castriste est aussi synonyme d'un retour des exilés. Cette problématique de la réconciliation nationale est une véritable source d'inquiétude pour les Cubains et certains entrevoient les risques de guerre civile². Enfin, de ce triste bilan, nous constatons que la démocratie reste un concept éloigné de la réalité cubaine³.

Ce mémoire repose sur un constat : celui de l'absence de libéralisation politique, de démocratisation et de démocratie à Cuba. Néanmoins, nos recherches nous ont conduits à constater que plusieurs changements majeurs avaient eu lieu dans la politique économique cubaine. Nous nous concentrons donc plus précisément sur les transformations économiques survenues depuis une dizaine d'années à Cuba. En effet, depuis 1993, une série de réformes économiques a témoigné d'un passage à l'économie de marché, cependant aucune ouverture politique n'a été constatée dans le régime de Fidel Castro. C'est dans la perspective d'une explication politique que nous envisageons cette récente série de mesures économiques comme l'objet d'étude de ce mémoire.

Notre recherche amène à s'interroger de manière spécifique sur le contenu, les conséquences et la finalité de ces réformes économiques dans la mesure où les débats sur ce thème sont biaisés à Cuba par les controverses idéologiques opposant les courants

¹ Jacobo Machover, « Cuba : une transition en trompe l'oeil », *Politique Internationale* 93 (automne 2001), 423-436.

² Janette Habel, « Cuba, dix ans après la chute du mur », *Cahiers des Amériques latines* 31 (1999-2000), 51-52.

³ Ici, le concept de démocratie fait référence à la « polyarchie » de Robert Dahl.

socialistes aux idées ultralibérales⁴. Ainsi, la pertinence de notre analyse réside dans notre volonté d'effectuer une synthèse plus objective des analyses précédentes.

Nous avons émis l'hypothèse selon laquelle les réformes économiques du régime cubain sont assimilables à des mesures de libéralisation néolibérale et ont eu pour conséquence d'introduire de nouvelles inégalités sociales et d'atténuer le contrôle de l'État sur divers secteurs de l'économie. Néanmoins, leur envergure est toutefois beaucoup plus limitée que celle des mesures adoptées par les nouvelles démocraties, puisque leur finalité n'est pas d'instaurer une économie de marché mais d'améliorer la performance de l'économie socialiste et ainsi de permettre la survie du régime politique.

Ce mémoire se divise en quatre chapitres. Dans le premier, nous présenterons notre problématique, sa pertinence et notre démarche méthodologique. Il s'agira de décrire le contexte international marqué par les transitions démocratiques et économiques mais où plusieurs pays se démarquent de ces trajectoires en conservant une économie socialiste sous un gouvernement autoritaire. Nous choisissons d'étudier le cas particulier de Cuba en espérant que cette analyse puisse contribuer à mieux comprendre les cas similaires comme la Chine et le Vietnam. D'une part, Cuba n'a pas emprunté la voie de la démocratisation comme ses voisins d'Amérique latine et des Caraïbes. D'autre part, Cuba, communiste depuis plus de quarante ans, continue de se réclamer de cette idéologie, rejetant la transition économique suivie par ses anciens partenaires communistes du bloc de l'Est lors de sa dislocation.

⁴ Monreal, Pedro, « The Economics of the Present Moment », dans Miguel Angel Centeno et Mauricio Font, dir., *Toward a New Cuba ?* (Londres: Lynne Rienner Publishers, 1997), 204.

Le second chapitre de ce mémoire sera théorique. En premier lieu, nous établirons l'évolution des doctrines économiques qui ont abouti à l'émergence du néolibéralisme. En second lieu, nous présenterons une revue de la littérature des politiques économiques, et plus précisément de celles ayant caractérisé les transitions vers le néolibéralisme. Enfin, nous proposerons une grille d'analyse de ces mesures économiques avec, d'un côté, les réformes de stabilisation et, de l'autre, celles de l'ajustement structurel.

Dans les deux derniers chapitres, nous nous pencherons sur le cas de Cuba. Le contenu des réformes économiques fera l'objet du chapitre 3, dans lequel nous démontrerons la mise en place d'un processus d'ajustement par le biais des réformes relevant de la stabilisation et celles témoignant de l'ajustement structurel.

Enfin, dans le chapitre 4, nous étudierons les spécificités de ce processus. Il s'agira, d'une part, de prouver que les deux principales conséquences sur le système politique, économique et social de Cuba sont l'augmentation des inégalités sociales et le recul de l'État dans certains secteurs de l'économie. D'autre part, nous montrerons que la finalité de ces réformes n'est pas la transition vers l'économie de marché, mais bien l'adaptation du socialisme cubain à la mondialisation du néolibéralisme.

CHAPITRE 1

PRÉSENTATION DE LA PROBLÉMATIQUE :

L'ÉCONOMIE CUBAINE DANS L'APRÈS GUERRE FROIDE

Ce premier chapitre a pour objectif de présenter la problématique de ce mémoire. Cela nécessite une mise en contexte de l'objet de recherche c'est-à-dire les réformes économiques entreprises à Cuba depuis la fin de la guerre froide. Nous commencerons d'abord par exposer la conjoncture internationale dans laquelle s'inscrivent ces réformes, qui est caractérisée par une double transition opérée depuis plus d'une vingtaine d'années par les pays autoritaires vers, d'une part, un régime démocratique et, d'autre part, l'économie de marché. Cuba n'ayant pas participé à cette double transition, nous développerons, en second lieu, son évolution politique et économique depuis l'arrivée de Fidel Castro au pouvoir jusqu'au début des années 1990, afin de comprendre l'environnement dans lequel les réformes économiques ont été mises en place. Enfin, à partir de ces mises en contexte, nous présenterons la démarche méthodologique que nous suivrons dans ce mémoire pour répondre à nos questions de recherches et pour vérifier nos hypothèses.

1. La double transition.

1.1. Constat de la double transition depuis les années 1970.

Depuis le milieu des années 1970, la conjoncture internationale a été marquée par une double transition des gouvernements autoritaires : l'une vers la démocratie, et l'autre,

vers l'économie de marché. En Europe du Sud, les États concernés sont l'Espagne, le Portugal et la Grèce puisque à la fin des années 1970, les dictatures militaires de ces pays sont renversées et remplacées par des régimes démocratiques. La transition politique est suivie par la mise en place de politiques économiques de stabilisation et d'ajustement structurel par les nouveaux gouvernements. Dans le cas de l'Europe du Sud, le succès des transitions économiques est attribué aux conditions imposées par l'adhésion à la Communauté européenne et au succès économique de cette organisation régionale⁵.

En Asie de l'Est, la transition économique a consacré le modèle de développement de substitutions des exportations –des produits primaires et des produits manufacturés- au début des années 1970 faisant émerger de nouveaux pays industrialisés. La première vague de démocratisation, au tournant des années 1980, à Hong Kong, à Taiwan, aux Philippines, en Thaïlande et en Corée du Sud, est associée au succès économique de ces pays qui a permis la multiplication des acteurs sociaux et le recul du contrôle de l'État. Cependant, l'adhésion des pays de l'Asie de l'Est au libéralisme économique ne s'est pas toujours accompagnée d'une démocratisation. Ainsi, la seconde vague est composée, d'une part, de Singapour et de la Malaisie où l'intégration économique est considérée comme un des facteurs favorables à la démocratisation, et d'autre part, de la Chine, du Vietnam et de l'Indonésie, mais dans une moindre mesure, puisque le succès de la transition économique est attribué au caractère autoritaire du gouvernement⁶.

En Amérique latine, dans les années 1980, les régimes bureaucratique-autoritaires se sont également effondrés, et les nouveaux régimes politiques se sont engagés dans des

⁵ Diane Éthier, *Economic Adjustments in New Democracies, Lessons from Southern Europe* (New York : St. Martin's Press, 1997), 8.

⁶ Larry Diamond et Marc F. Plattner, *Introduction of Democracy in East Asia* (Baltimore: The Johns Hopkins University Press, 1998).

processus de démocratisation. Le rôle de l'État a été limité et des politiques économiques orientées vers le marché ont été mises en place. Le Chili sous Pinochet fut le premier en 1974 à adopter ces stratégies libérales, suivi au début des années 1980 par l'Argentine, le Mexique et le Brésil⁷.

En Europe de l'Est et du Sud-Est, les pays du « bloc de l'Est », rassemblés dans le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) et le Pacte de Varsovie, son organisation stratégique, ont vécu de manière simultanée la transition politique et économique. Dès le début des années 1990, la Hongrie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Bulgarie ont lancé des programmes de transition de la planification à l'économie de marché, qui ont été suivis par une transition politique du statut de démocraties populaires à celui de démocratie libérale –au sens de polyarchie–, par le biais de la mutation des institutions politiques⁸.

En Afrique, la mise en place de réformes économiques libérales, imposées par les programmes d'ajustement structurel des institutions financières internationales telles que le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque mondiale, est associée aux tentatives de démocratisation qui ont conditionné les aides économiques à des critères démocratiques⁹.

⁷ Philip D. Oxfhorn et Graciela Ducatenzeiler, « Economic Reform and Democratization in Latin America », dans Philip D. Oxfhorn et Graciela Ducatenzeiler, dir., *What Kind of Democracy? What Kind of Market?* (University Park, Pa. : Pennsylvania State University Press, 1998), 5-11.

⁸ Luiz Carlos Bresser Pereira, José María Maravall et Adam Przeworski, *Economic Reforms in New Democracies*, (Cambridge : Cambridge University Press, 1993), 133-198.

⁹ Diane Éthier, « Des relations entre libéralisation économique, transition démocratique et consolidation démocratique », *Revue Internationale de Politique Comparée* 8 (2001), 269-283.

1.2. Définitions des concepts de transition.

La recherche en science politique, au regard de cette double transition en particulier de la transition politique, s'est interrogée sur la définition du concept de transition. De cette réflexion est né le sous-champ de la « transitologie » dont l'ouvrage de référence est celui de Guillermo O'Donnell, de Philippe Schmitter et de Laurence Whitehead, *Transitions from Authoritarian Rules* en 1986, sur lequel nous nous appuyons pour définir la transition politique. Selon ce courant, la transition politique est l'intervalle entre deux régimes, délimité au début par l'érosion du régime politique autoritaire et, à la fin, par l'instauration d'un nouveau régime politique. Le nouveau régime correspond soit à l'installation d'une démocratie, soit à un retour à un régime totalitaire, soit à l'émergence d'une alternative révolutionnaire¹⁰. Quant à la transition économique, elle doit être entendue comme le passage des économies introverties, basées sur l'interventionnisme ou sur le protectionnisme étatique, à une économie de marché, orientée vers l'extérieur et intégrée au nouveau contexte de globalisation économique¹¹. Aujourd'hui ces deux transitions correspondent à la troisième vague de démocratisation, la première ayant eu lieu au XIXe siècle en Europe et aux États-Unis et la deuxième, après la seconde Guerre mondiale en Amérique latine et en Europe¹².

1.3. Les causes des transitions.

La recherche en science politique a dégagé plusieurs causes aux transitions politiques. Tout d'abord, la transition peut être provoquée à l'issue d'une défaite

¹⁰ Guillermo O'Donnell, Philippe C. Schmitter et Laurence Whitehead, *Transitions from Authoritarian Rules* (Baltimore : John Hopkins University Press, 1986), 7.

¹¹ Éthier, *Economic Adjustments in New Democracies, Lessons from Southern Europe*, 1.

¹² Samuel Huntington, *The Third Wave : Democratization in the Late Twentieth century* (Normann : University of Oklahoma Press, 1991).

militaire, c'est l'exemple de l'Argentine en 1982. Il peut également s'agir d'une cause sociologique lorsque il y a un pacte entre les élites ou les différentes factions au pouvoir ou l'émergence de mouvement sociaux et d'une société civile. Enfin, le passage à la démocratie peut trouver son origine dans une crise économique qui provoque la mise en place du marché¹³.

Parmi les causes de la transition économique se trouvent, d'une part, la crise structurelle des modèles économiques fortement centrés sur l'interventionnisme étatique (keynésien et socialiste) et, d'autre part, la crise conjoncturelle provoquée par les deux chocs pétroliers¹⁴. Au début des années 1970, le paradigme keynésien traverse une crise profonde devant son impuissance à résoudre les problèmes croissants du chômage et de l'inflation. De même, le modèle socialiste est critiqué car la planification est jugée possible grâce à l'autoritarisme des régimes. À ces crises des modèles économiques, il faut ajouter la crise conjoncturelle des années 1970 : le premier choc pétrolier en 1973 a aggravé l'inflation et a fait accroître le chômage dans les pays industrialisés puis le second choc en 1979 a été encore plus intense puisqu'il a affecté l'ensemble des régions du monde qu'il a entraînées dans une récession, une inflation et un chômage jusqu'alors inédits. En effet, la croissance économique a fortement ralenti dans les pays socialistes de l'Est et les pays du Tiers-monde, mais aussi dans les pays industrialisés de l'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Le système international a pris conscience de l'ampleur de la crise avec la politique monétaire restrictive des États-Unis qui a plongé les pays surendettés dans une situation de cessation de paiement de leurs dettes, à

¹³ O'Donnell, Schmitter et Whitehead, *Transitions from Authoritarian Rules*.

¹⁴ Éthier, « Des relations entre libéralisation économique, transition démocratique et consolidation démocratique », 269.

commencer par le Mexique en 1982¹⁵. Face à cette situation de double crise, structurelle et conjoncturelle, les pays ont été obligés de remettre en question leur modèle de développement économique –keynésien ou socialiste-, de procéder à un ajustement et ainsi de s’engager dans un processus de transition.

Par la suite, les transitions économiques ont été encouragées par les politiques conditionnelles des institutions financières internationales. Au cours des années 1970, le FMI et la Banque mondiale ont conditionné leurs aides à l’obligation de mettre en oeuvre des mesures économiques, d’une part, des programmes de stabilisation à court terme et, d’autre part, des plans d’ajustement structurel à long terme¹⁶. Au cours des années 1980, ces institutions ont imposé des nouvelles conditions politiques, environnementales, sociales et culturelles. Les conditions politiques ont été les plus importantes et ont eu pour objectif de favoriser la démocratisation, le respect des droits de l’homme et la bonne gouvernance¹⁷. De plus, ces politiques d’aides conditionnées ont été adoptées, au cours des années 1980, par d’autres institutions financières internationales telles que la Banque interaméricaine de développement (BID), l’Agence canadienne de développement international (ACDI), la Banque internationale de reconstruction et de développement (BIRD), la *United States Agency for International Development* (USAID), mais aussi par les organisations régionales des pays développés comme l’Union européenne (UE)¹⁸.

¹⁵ Diane Éthier, *Introduction aux relations internationales* (Montréal : Les Presses de l’Université de Montréal, 2003), 188-191.

¹⁶ Richard E. Feinberg, « The Changing Relationship between the World Bank and the International Monetary Fund », *International Organization* 42 (1988), 545-560.

¹⁷ Éthier, « Des relations entre libéralisation économique, transition démocratique et consolidation démocratique », 274.

¹⁸ *Id.*

1.4. La crise des régimes autoritaires.

La simultanéité des transitions politiques avec la crise conjoncturelle et structurelle a amené les chercheurs en science politique à s'interroger sur leur corrélation. Jusqu'aux années 1990, la prééminence de la théorie de la modernisation a favorisé le discours selon lequel les régimes autoritaires, bénéficiant d'un pouvoir de répression de la contestation, étaient plus aptes à mener des changements économiques alors que les nouvelles démocraties –encore trop fragiles- risquaient de compromettre leur stabilité politique. Mais au milieu des années 1990, ce point de vue a été remis en cause par des chercheurs ayant démontré que le succès des réformes économiques dépendait davantage des facteurs politiques, économiques, historiques, internationaux et institutionnels que de la nature du régime politique. En 1994, Maravall a dénoncé ce « mythe du régime autoritaire »¹⁹ qui laissait penser que les réformes économiques étaient mises en place avec plus de chances de succès par un gouvernement autoritaire, et que les réformes économiques devaient nécessairement précéder les réformes politiques. Par ailleurs, une étude empirique a confirmé que le nombre de cas de succès –ou d'échec- de mise en place d'ajustement économique était équivalent sous un régime démocratique ou sous un régime autoritaire. Les réformes économiques peuvent avoir pour conséquences, d'une part l'affaiblissement du contrôle gouvernemental de l'économie en le concurrençant et, d'autre part, la multiplication des acteurs politiques ou sociaux en remettant en cause l'unité étatique. Ainsi, les réformes économiques peuvent contribuer à l'émergence de facteurs favorables à la démocratie.²⁰

¹⁹ José María Maravall, « The Myth of the Authoritarian Advantage », *Journal of Democracy* 5 (1994), 17-31.

²⁰ Éthier, *Economic Adjustment in new Democracies : Lessons from Southern Europe*, 6.

À partir de ces constats, certains chercheurs se sont interrogés à savoir si la crise conjoncturelle et structurelle des années 1970 constituait une des causes des transitions économiques. Leurs études ont confirmé l'idée selon laquelle cette crise est en effet un des déterminants externes de la chute des régimes autoritaires. Le point de départ de leur argumentation est que cette double crise engendre une modification des postulats économiques des gouvernements autoritaires en place. Mais cette modification ne fait pas toujours l'objet d'un consensus parmi les élites au pouvoir. Au contraire, celles-ci sont souvent divisées à propos de la nécessité de procéder à un ajustement : d'un côté, les autorités qui sont favorables aux changements économiques, c'est-à-dire à la libéralisation économique, à l'ouverture sur l'extérieur, à la consécration du marché, et de l'autre celles sceptiques à la transition économique et préférant conserver le modèle introverti antérieur. Une autre division peut également s'opérer au sujet des modalités de l'ajustement notamment au sujet de la temporalité de la mise en place des mesures : de manière graduelle ou rapide. Enfin, ces divisions autour des stratégies économiques au sein d'un gouvernement autoritaire génèrent l'affaiblissement de celui-ci susceptible d'entraîner une crise du pouvoir²¹.

1.5. Le cas du bloc de l'Est.

La crise structurelle du socialisme est une des causes du déclin du bloc soviétique dans les années 1970. Puis, au début des années 1980, la crise économique et financière qui a frappé les économies communistes, a continué à affaiblir les pays de l'URSS. Enfin, les pressions effectuées par le bloc occidental, en particulier les États-Unis, ont incité le

²¹ *Id.*

bloc de l'Est à changer sa politique. Gorbatchev a alors mis en place, en 1985, des mesures d'assainissement politique et d'ouverture économique : le Glasnost et la Perestroïka. Mais il a aussi modifié sa politique étrangère, comme l'illustrent le retrait des troupes soviétiques de l'Afghanistan et son engagement à ne plus intervenir dans les affaires intérieures des pays de l'Est. Les dirigeants des pays de l'Est sont alors affaiblis par la perte de solidarité au sein de leur bloc et par leur perte de légitimité, ainsi que par le recul progressif de l'hégémonie soviétique.

La double crise économique et les changements de politiques internes ont favorisé la chute des régimes communistes en Europe centrale et orientale. Le démantèlement pacifique de l'URSS en 1991, ainsi que celui du Pacte de Varsovie et du CAEM ont mené à l'éclatement de l'URSS et à l'établissement de régimes démocratiques dans cette région. En effet, dès la fin des années 1980, les transitions politiques ont été amorcées en République Démocratique d'Allemagne, en Tchécoslovaquie, en Hongrie et en Pologne. L'effondrement du bloc de l'Est s'est poursuivi par le démantèlement de la Yougoslavie dans le contexte violent des années 1990.

Ces transitions politiques ont été accompagnées d'une accélération des libéralisations économiques sous les pressions des États-Unis et de la Communauté Européenne. Le modèle socialiste a alors été abandonné laissant derrière lui le dogme marxiste-léniniste de l'économie interventionniste et planifiée. Les réformes visant à instaurer l'économie de marché ont impliqué la réduction du rôle des autorités centrales dans les décisions macroéconomiques, la mise en place des institutions libérales et l'intégration dans l'économie internationale²².

²² Paul Marer, « Foreign Economic Liberalization in Hungary and Poland », *The American Economic Review* 81 (1991), 329.

Malgré ce contexte général de la double transition, il existe des spécificités propres à chaque pays. D'ailleurs, plusieurs pays font exception à ce double mouvement. Nous dégageons alors les difficultés théoriques de la transitologie qui ne parvient pas à les expliquer. Notre question de recherche général est : *Pourquoi certains pays n'ont pas participé aux phénomènes de la démocratisation et de la transition vers l'économie de marché ?*

Afin de répondre à cette question, nous prendrons l'étude du cas de Cuba qui est une exception à cette double transition. En effet, malgré la vague de démocratisation en Amérique latine, le régime autoritaire, instauré par Fidel Castro il y a plus de quarante ans, ne semble jamais avoir été ébranlé depuis son arrivée au pouvoir. En effet, le régime autoritaire n'a jamais connu de défaite militaire sur son île. Par ailleurs, les élites au pouvoir ont toujours été favorables au gouvernement castriste : l'opposition n'a jamais pu se faire entendre à l'intérieur du pays. En revanche, si Cuba a vécu une grave crise économique au tournant des années 1990, cela n'a pas affecté le système politique. Ainsi, la notion de transition politique, telle que celle entendue par ce mémoire, ne trouve aucune résonance dans la réalité cubaine. L'absence de démocratisation a longtemps été attribuée à son caractère insulaire. L'insularité de Cuba a effectivement permis l'expulsion de l'opposition à l'étranger –et notamment aux États-Unis- et a, par conséquent, éliminé la constitution à l'intérieur du pays d'une force d'opposition crédible²³. Aujourd'hui, le manque de libéralisation politique peut être attribué à la

²³ Jorge Domínguez, *Order and Revolution* (Cambridge, London : The Belknap Press Of Harvard University Press, 1978), 137.

longévité du régime castriste qui renforce sa légitimité²⁴. Si beaucoup ont prédit la chute de Fidel Castro après la disparition de l'URSS, force est de constater que, dix ans après, le gouvernement est toujours en place et que la transition démocratique n'est toujours pas de mise. Par ailleurs, alors que la disparition de l'URSS a provoqué une grave crise économique sur l'île, Cuba ne s'est pas engagée, selon le discours de ses dirigeants qui continuent de rejeter l'économie de marché, dans la transition économique. Ainsi, une analyse du cas cubain nous permet de répondre à la question de recherche spécifique : *Pourquoi Cuba est-elle une exception à la double transition ?*

L'analyse de l'évolution politique et économique de Cuba démontre que la trajectoire de ce pays communiste se démarque de celle des pays de l'ex-bloc soviétique, dans la mesure où la crise du socialisme n'a pas entraîné de démocratisation de son système politique. Cependant, cette crise du bloc soviétique a affaibli l'économie de Cuba obligeant le régime à entreprendre une série de réformes économiques dont le contenu, les limites, les conséquences et la finalité demeurent encore mal connues. *S'agit-il de réformes néo-libérales ? Et si oui, quelles ont été leurs conséquences sur le système politique, économique et social de Cuba ?* Les réponses à ces questions ne sont pas évidentes. Le gouvernement castriste continue son discours de rejet face à la mondialisation et à l'expansion de l'idéal néolibéral. Par ailleurs, les études des auteurs cubains sont généralement partiales. Quant aux auteurs occidentaux, ils ont soit ignoré le cas de Cuba, soit critiqué ces réformes d'un point de vue idéologique également biaisé. Un premier courant, constitué de chercheurs cubains souvent hostiles au néolibéralisme économique, explique la nature des réformes par l'adaptation du système cubain au système économique international mais ne remet pas en cause la nature socialiste du

²⁴ Max Azicri, *Cuba Today and Tomorrow* (Floride : University Press of Florida, 2000), 4-6.

régime. Il met surtout en lumière l'amélioration de la situation économique et la préservation des acquis sociaux, malgré le renforcement de l'embargo américain. Néanmoins, certains ont, à l'instar de Julio Carranza ou de Pedro Monreal, invité le gouvernement à s'engager réellement dans un processus de transition à l'économie de marché²⁵ et d'autres, comme Haroldo Dilla et Juana Suárez Conejero, ont mis l'accent sur l'augmentation des différenciations sociales²⁶. Le second courant est composé de chercheurs plus hostiles au régime castriste. Selon eux, les réformes économiques sont des concessions que Fidel Castro a accordées afin d'obtenir une légitimité auprès de la Communauté internationale²⁷. Les plus critiques, notamment les exilés en Floride, préconisent de faire table rase des quarante années d'économie communiste et dépendante de l'URSS²⁸. Ils encouragent l'embargo, considéré comme nécessaire à la chute de Fidel Castro mais non responsable de la crise économique²⁹, et dénoncent l'aggravation de la situation économique³⁰.

Pour répondre à nos questions de recherche, nous nous appuierons sur les études réalisées par les chercheurs de ces deux courants. Nous nous référerons également aux données objectives de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) et à celles de *The Economist*, dont la fiabilité est généralement reconnue par la communauté

²⁵ Julio Carranza Valdés, Gutiérrez Urdaneta, Luis et Pedro Monreal Gonzáles, « La petite et la moyenne entreprise à Cuba: le point de vue de trois économistes cubains », *Cahiers des Amériques latines* 31-32 (1999-2000), 103-150.

²⁶ Haroldo Alfonso Dilla, *La democracia en Cuba y el diferendado con los Estados Unidos* (La Havane : Centro de estudios sobre América, 1996).

²⁷ Jorge F. Perez-Lopez, « Cuba's Second Economy and the Market Transition », dans Miguel Angel Centro et Mauricio Font, dir., *Toward a new Cuba?* (Londres : Lynne Rienner Publishers, 1997), 3-47.

²⁸ Susan Eckstein, « The Limits of Socialism in a Capitalist World Economy: Cuba since the Collapse of the Soviet Bloc », dans Miguel Angel Centro et Mauricio Font, dir., *Toward a new Cuba?* (Londres: Lynne Rienner Publishers, 1997), 135-150.

²⁹ Paolo Spadoni, « The Impact of the Helms-Burton legislation on foreign Investment in Cuba », *Cuba in Transition* 11 (2001), 18-36.

³⁰ Mauricio Font, « Crisis and Reform in Cuba », Miguel Angel Centro et Mauricio Font, dir., *Toward a new Cuba?* (Londres: Lynne Rienner Publishers, 1997), 109-133.

des chercheurs, en dépit de l'orientation occidentale et conservatrice de cette revue. Compte tenu des conditions temporelles et des difficultés de travail à Cuba, nous ne ferons pas une enquête de terrain, néanmoins cette étude a pour origine une expérience dans la réalité cubaine.

À partir de ces lectures, nous élaborerons une première hypothèse : *les réformes économiques du régime cubain sont assimilables à des mesures de libéralisation néolibérales puisqu'il s'agit d'ajustement structurel et de stabilisation et ont pour conséquence d'introduire de nouvelles inégalités sociales et d'atténuer le contrôle de l'État sur divers secteurs de l'économie.* Notre seconde hypothèse est : *la finalité du gouvernement cubain n'est pas d'instaurer une économie de marché mais d'améliorer la performance de l'économie socialiste pour mieux le sauvegarder*

Avant de procéder à la démonstration de ces hypothèses, nous proposons de revenir brièvement sur l'évolution politique et économique de Cuba depuis l'arrivée de Fidel Castro au pouvoir en 1959, afin de présenter la crise économique cubaine issue de l'effondrement du bloc de l'Est et de comprendre dans quel contexte ont été mises en place les réformes économiques.

2. L'évolution de Cuba de 1959 aux années 1990.

2.1. De la prise du pouvoir par la guérilla à la chute de l'URSS.

Le 1^{er} janvier 1959, après trois années de guérilla dans la Sierra Maestra, Fidel Castro et l'armée des *Barbudos* renversèrent la dictature du Général Batista. Celui-ci

bénéficiait pourtant du soutien des États-Unis mais la faiblesse de son régime, ses difficultés économiques, la corruption de son armée, l'absence d'une intervention américaine permirent aux guérilleros d'obtenir l'adhésion de la population à leur cause révolutionnaire et de prendre le pouvoir³¹. Cette Révolution s'inscrivait dans la tradition nationaliste des Cubains et avait pour objectif, non déclaré, la transformation radicale de Cuba en un État socialiste³². Dès son arrivée au pouvoir, Fidel Castro devint le Premier Ministre d'un gouvernement qu'il réorganisa rapidement en un État autoritaire : il concentra les pouvoirs entre ses mains et se plaça à la tête de la bureaucratie politique et sociale. Il imposa le programme économique et social de la Révolution, qui s'inspirait du léninisme-marxisme, dont lui-même se revendiquait à partir de 1961 et dont les principes se résument aux éléments suivants : la réduction des écarts entre les revenus, l'abolition de l'investissement privé, le développement des services publics, l'éradication du racisme, l'alphabétisation et l'égal accès à la santé³³.

Ce n'est qu'en 1976 que Fidel Castro formalisa son pouvoir en faisant adopter une constitution ratifiée par un référendum plébiscitaire³⁴. La Constitution (article 1) définit la République de Cuba comme « un État socialiste d'ouvriers, de paysans et de travailleurs manuels et intellectuels » et institutionnalise (article 5) le parti politique unique, le Parti communiste cubain (PCC), considéré « comme l'avant-garde organisée marxiste-léniniste de la classe ouvrière, [...] la force dirigeante de la société et de l'État dont le but est la

³¹ Timothy Wickham-Crowley, *Guerillas and Revolution in Latin America* (Princeton : Princeton university Press, 1992), 303-326.

³² Jacques Lévesque, *L'URSS et la Révolution cubaine* (Montréal : Presses universitaires de Montréal, 1976), 9.

³³ Dominguez, *Order and Revolution*, 221-233.

³⁴ Juan Valdes Paz, « Le système politique cubain au cours des années 90 : réflexions sur la continuité et le changement », *Alternatives Sud* 3 (1999), 123.

construction du socialisme et l'avancement de la société communiste »³⁵. À partir de cette date, Fidel Castro prit la fonction de Président de la République désormais attribuée au Président du Conseil d'État³⁶.

Dans le contexte de la Guerre froide, l'adhésion de la Révolution cubaine aux thèses socialistes fit de Cuba un partenaire du bloc communiste. En effet, Cuba devint pour l'URSS un allié économique prestigieux jouissant d'une notoriété dans le Tiers-monde mais aussi un allié stratégique situé à proximité des États-Unis. L'URSS s'imposa rapidement comme son premier partenaire économique. En effet, dès 1962, suite à l'embargo économique imposé par les Américains, Cuba signa un traité avec le CAEM qui lui accordait les mêmes bénéfices qu'aux autres membres mais sans l'intégrer aux plans régionaux car Cuba n'appartenait pas à la zone géographique naturelle d'intégration économique de cette organisation. Cependant en 1972, après dix ans d'intégration économique, Cuba devint membre à part entière du CAEM, ce qui lui permettait de bénéficier de tarifs commerciaux préférentiels³⁷.

Ces accords favorisèrent la monoculture du sucre, mise en place par les États-Unis au début du siècle. Afin d'obtenir le soutien politique de Cuba, l'URSS paya le sucre cubain au prix fort pour compenser la chute des importations américaines de sucre. L'URSS ne chercha pas en revanche à diversifier l'économie cubaine car cela aurait entraîné un investissement économique trop lourd³⁸. Ainsi durant les années 1970, le

³⁵ Base de datos políticos de las Américas, « Constitución de Cuba de 1976 » (University of Georgetown) En ligne. <<http://www.georgetown.edu/pdba/constitutions/cuba/cuba1976.html>> (page consultée le 19 janvier 2004) (traduction de l'auteur : P.A.).

³⁶ Dominguez, *Order and Revolution*, 243.

³⁷ The Economist, *Cuba : Annual Supplement 1973* (Londres : The Economist Intelligence Unit, 1973).

³⁸ Janette Habel, « Cuba, le sucre et l'URSS », dans Michèle Guicharnaud-Tollis, dir., *Le sucre dans l'espace Caraïbes hispanophones : XIXème et XXème siècles*, (Paris : L'Harmattan, 1998), 159-171.

sucre représenta 85 % des exportations cubaines aux côtés du minerai, principalement le nickel -10 %-, et du tabac -5 %³⁹. Dans ce partenariat, Cuba exporta ses techniques de culture et de récolte du sucre et, en contrepartie, les pays du CAEM importèrent 62 % de sa production sucrière dont 54 % pour l'URSS⁴⁰. Au cours des années 1980, Cuba ne fut affectée que de manière relative par la hausse du prix du sucre, car des tarifs préférentiels avaient été négociés avec le CAEM afin de la protéger des politiques protectionnistes des pays industrialisés et du développement de produits de substitution⁴¹.

Ces tarifs préférentiels ne se limitèrent pas au commerce du sucre. L'URSS exporta son pétrole à Cuba pour un prix dérisoire, ce qui équivalait à des subventions déguisées. Cette aide fut d'autant plus appréciable que Cuba recevait plus de pétrole que nécessaire, ce qui lui permettait de réexporter ses surplus vers des pays tiers, cette fois au prix international. Ce fut surtout à partir de 1984 que les réexportations de pétrole fourni par l'URSS se révélèrent avantageuses. En effet, cette année-là, ces réexportations représentèrent 40 % des exportations cubaines, dépassant celles du sucre et comblant de la sorte le déficit généré par la crise du prix du sucre⁴².

Les accords entre le CAEM et Cuba firent de l'URSS le principal partenaire économique du gouvernement de Fidel Castro. Durant les décennies 1970 et 1980, 80 % des exportations cubaines étaient destinées aux pays du CAEM, dont 65 % à l'URSS. De même, les importations cubaines provenaient à 85 % du CAEM, dont 71% de l'URSS⁴³. L'étendue exacte des échanges entre le CAEM et Cuba est difficile à évaluer, car l'importance exacte des subventions implicites, de l'aide militaire et du financement du

³⁹ Janette Habel, *Ruptures à Cuba* (Montreuil sous bois : Editions La brèche, 1992), 39.

⁴⁰ The Economist, *Cuba : Annual Supplement 1982*.

⁴¹ Habel, *Ruptures à Cuba*, 39.

⁴² The Economist, *Cuba : Country Report, First Quarter, 1989*, 2.

⁴³ The Economist, *Cuba : Country Profile 1996-1997*.

déficit commercial reste imprécise. Il est encore plus difficile de connaître l'importance des subventions déguisées⁴⁴. Différentes estimations ont cependant été effectuées : pour Manuel Pastor et Archibald Zimbalist, ces échanges représentaient 22 % du revenu disponible⁴⁵. Olivier Languepin les chiffrait à 30 % du Produit Intérieur Brut (PIB), soit environ 5 milliards de dollars⁴⁶. Enfin selon Susan Eckstein, le commerce à Cuba correspondait à la moitié du PIB en 1989⁴⁷. Dans tous les cas, les auteurs s'accordent sur la forte subordination de l'économie cubaine aux échanges commerciaux avec l'URSS durant la guerre froide. Ce partenariat permit à Cuba de maintenir une stabilité économique qui fut remise en question lorsque le bloc de l'Est s'effondra.

Si Cuba bénéficia des faveurs de l'URSS, les États-Unis lui réservèrent un sort différent. D'une part, influencés par les réfugiés cubains, les États-Unis adoptèrent une politique d'immigration favorable à l'exil des ressortissants cubains. D'autre part, affectés par la nationalisation des entreprises et par leur expulsion sans compensation, les États-Unis décidèrent de la sanctionner économiquement. En octobre 1960, toute exportation américaine vers Cuba, à l'exception de la nourriture et des médicaments fut interdite. En 1961, ils cautionnèrent la tentative de renversement de Fidel Castro qui se solda par l'échec de la Baie des Cochons⁴⁸. Après l'épisode de la crise des missiles en

⁴⁴ Dominguez, *Order and Revolution*, 151.

⁴⁵ Archibald Zimbalist et Manuel Pastor, « Waiting for a Change : Adjustment and Reform in Cuba », *World Development* 23 (1995), 857-876.

⁴⁶ Olivier Languepin, *Cuba, la faillite d'une utopie* (Paris : Folio actuel, 1999).

⁴⁷ Eckstein, « The Limits of Socialism in a Capitalist World Economy: Cuba since the Collapse of the Soviet Bloc ».

⁴⁸ Dominguez, *Order and Revolution*, 151.

1962⁴⁹, l'interdiction fut étendue aux produits cubains importés aux États-Unis. En 1964, l'embargo frappa la nourriture et les médicaments.

L'embargo économique imposé par les États-Unis se traduit par une exclusion diplomatique de Cuba de certaines organisations internationales. En effet, en 1962, Cuba fut suspendue du Conseil des Ministres des Affaires étrangères de l'Organisation des États américains (OEA) alors qu'elle fut un de ses membres fondateurs⁵⁰. Par ailleurs, bien que Cuba appartienne à la zone géographique des Caraïbes, elle ne fut pas associée à l'intégration économique de la région dans le cadre de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) en 1973⁵¹. De plus, les principes de la Révolution étant incompatibles avec l'acceptation d'une aide américaine, Cuba rejeta les conditions des principales organisations financières internationales liées aux États-Unis. Ainsi, Cuba se retira du FMI en 1964⁵² et ne fut pas cliente de la Banque mondiale, de la BID⁵³, de l'ACDI, et de la BIRD. D'ailleurs, ces organisations, à l'instar de l'USAID, financèrent les programmes de transition démocratique proposés par les exilés, c'est-à-dire non mis en place dans l'île⁵⁴.

⁴⁹ En envoyant des missiles nucléaires à Cuba, l'URSS plaça les deux superpuissances au bord d'une guerre nucléaire. Dominguez, *Order and Revolution*, 1.

⁵⁰ L'établissement de leurs relations diplomatiques datent de 2002. Organisation des États d'Amérique, « Member States and Permanent Missions », (OAS, 2004) En ligne. < <http://www.oas.org>> (consultée le 20 avril 2004).

⁵¹ Communauté des Caraïbes, « Member Countries and Associate Members », (Caricom, 2004) En ligne. <<http://www.caricom.org>> (page consultée le 20 avril 2004).

⁵² Joaquim P. Pujol, « Membership Requirements in the IMF: Possible Implications for Cuba », *Cuba in Transition* (1) 1991.

⁵³ Banque Interaméricaine de développement, « Countries », (IADB, 2004) En ligne. <<http://www.iadb.org/exr/country/eng/>> (page consultée le 20 avril 2004).

⁵⁴ United States Agency for International Development, « USAID/ Cuba Program », (USAID, 2004) En ligne. <<http://www.usaid.gov/regions/lac/cu/upd=cub.htm>> (page consultée le 20 avril 2004).

2.2. La crise économique : 1989-1993.

Jusqu'en 1989, le gouvernement de Fidel Castro connut une stabilité économique et politique. Mais l'effondrement du modèle soviétique, à la fin des années 1980, provoqua la plus grave crise économique depuis la Révolution de 1959. Le démantèlement du CAEM fit perdre à Cuba ses partenaires commerciaux. Les pays de l'Est, qui absorbaient encore 80 % de ses échanges extérieurs (importations et exportations) en 1989, ne comptaient plus que pour 12 % de ces derniers en 1994⁵⁵. Cuba se retrouva alors débitrice à l'égard de la Russie d'une dette estimée à 15,49 milliards de roubles. Ce montant témoignait des avantages accordés par l'URSS à son allié pendant plusieurs décennies. Malgré le moratoire d'une année accordé à Cuba par la Russie pour payer ses dettes, le pays fut dans l'incapacité de les rembourser et refusa d'en reconnaître l'existence⁵⁶. L'évolution du PIB souligna également la profondeur de la crise. La croissance du PIB, qui était en 1989 de 2 %, s'effondra à -14,9 % en 1993⁵⁷. La baisse de la production dans les différents secteurs de l'économie fut aussi rapide qu'intense. La production agricole régressa de 54 % entre 1990 et 1993, la croissance du secteur industriel atteignit seulement 35 % de sa capacité et la croissance du secteur de la construction diminua de 75 %⁵⁸.

La crise économique s'accompagna d'une inflation importante. Le taux de change en dollars passa de cinq pesos en 1989 à 35 pesos en 1993. L'indice des prix à la consommation augmenta considérablement passant de 2,2 % en 1989 à 183 % en 1993⁵⁹.

La demande de devises augmenta de 47 % entre 1989 et 1991, alors que la disponibilité

⁵⁵ The Economist, *Cuba : Country Profile, 1996-1997*, 34.

⁵⁶ The Economist, *Cuba : Country Profile, 1991-1992*.

⁵⁷ Voir Annexe: Tableau 1, *Taux de croissance annuelle moyenne du PIB à Cuba de 1989 à 2002*, 100.

⁵⁸ The Economist, *Cuba : Country Profile, 1999-00*, 15-20.

⁵⁹ Hubert Escaith, « Cuba pendant la période spéciale: ajustement ou transition? », *Cahiers des Amériques latines* 31 (1999-2000), 70.

de biens et services diminuait de 30 % pendant la même période⁶⁰. L'excès de monnaie en circulation en 1993 fut estimé à 12,3 millions de pesos. La principale conséquence fut l'intensification du marché noir qui passa de 17 % en 1990 à 60 % en 1992⁶¹. Selon les sources officielles cubaines, le taux de chômage resta néanmoins stable, passant de 7,9 % en 1989 à 6,2 % en 1992, et régressant de 2 % en plein cœur de la crise. Ces estimations officielles du chômage doivent être considérées avec réserve car le gouvernement cubain avait fait du plein-emploi un de ses principes fondamentaux. Aussi, lorsque nous étudions le chômage à Cuba, il convient de prêter attention au sous-emploi. L'écart entre le niveau des emplois et celui de la formation se creusa considérablement durant la crise à tel point qu'il fut estimé par la CEPAL, à 35 % de la population active⁶². L'ensemble de ces données explique la dégradation du niveau de vie que connurent les Cubains au début des années 1990.

La crise économique fut aggravée par le renforcement de l'embargo américain. En septembre 1992, sous la pression de la Fondation cubano-américaine, le *Cuban Democracy Act*, dite la loi Torricelli, fut adopté par le Congrès des États-Unis. La loi Torricelli avait pour objectif de changer le régime cubain, affirmait que les Cubains quittaient l'île pour des raisons exclusivement politiques et imposait des sanctions financières aux filiales des entreprises américaines installées en dehors des États-Unis qui outrepassaient l'embargo. Cette loi fut critiquée par les quatre-vingt compagnies américaines touchées par cette restriction économique, car la valeur de leur commerce

⁶⁰ Perez-Lopez, « Cuba's Second Economy and the Market Transition », 175 (d'après les estimations de Carranza Valdes).

⁶¹ *Ibid.*, 174 (d'après l'estimation du Institute of internal demand).

⁶² Escaith, « Cuba pendant la période spéciale: ajustement ou transition? », 60 (d'après CEPAL, 1997, *La economía cubana : reformas estructurales y desempleo en las noventas*).

avec Cuba chuta de 700 millions de dollars avant 1991 à 1,6 millions en 1993⁶³. Elle fut aussi critiquée par les gouvernements européens et latino-américains qui contestèrent son caractère extraterritorial. Malgré toutes ces oppositions, cette loi est toujours en vigueur.

Les Cubains considérèrent ce « blocus » comme une des causes principales de leurs difficultés économiques. Ainsi, Carlos Lage, secrétaire du comité exécutif du conseil des Ministres de Cuba, expliqua en 1994 que la crise économique « trouv[ait] son origine dans la disparition du camp socialiste et de l'URSS, dans un contexte qui est caractérisé par un blocus économique qui s'est aggravé durant cette même période »⁶⁴. En effet, les entreprises américaines bloquées par l'amplification de l'embargo représentaient 18 % du commerce de Cuba⁶⁵. Cependant, l'embargo ne peut pas être considéré comme le facteur exclusif de cette crise, même s'il y contribua. Dans le contexte de mondialisation, Cuba continu d'être exclue des organisations régionales, notamment de celles favorisant l'intégration économique. Par ailleurs, Cuba ne conclut aucun accord financier avec les institutions internationales financières, contrairement aux pays d'Amérique latine, lors de la crise de la dette au début des années 1980 ou de ceux de l'Europe de l'Est lors de leur transition vers l'économie de marché. Ces accords auraient permis une intégration de Cuba dans le système économique international.

Face à la crise économique, le gouvernement mit en place la « période spéciale en temps de paix » dont l'objectif était « de sauver la Révolution et non pas de la transformer »⁶⁶. Celle-ci fut justifiée par l'éventualité d'une intervention américaine et,

⁶³ Languepin, *Cuba, la faillite d'une utopie*, 117.

⁶⁴ Carlos Lage, « La nation et l'émigration », *Correspondances internationales* (La Havane : Institut d'études sociales et politiques, 1997), 77.

⁶⁵ Languepin. *Cuba, la faillite d'une utopie*.

⁶⁶ Marifeli Perez-Stable, « The Invisible Crisis: the Exhaustion of Politics in 1990's Cuba » dans Miguel Angel Centro et Mauricio Font, dir., *Toward a new Cuba?* (Londres : Lynne Rienner Publishers, 1997), 25-37.

par conséquent, d'un risque de guerre. Entre 1990 et 1993, les changements restèrent modestes, et la politique économique ne fut pas novatrice. En effet, le plan économique d'urgence comprenait l'arrêt des importations non essentielles, la canalisation des ressources disponibles, un plan de nourriture autosuffisant et un rationnement⁶⁷. Mais ces mesures montrèrent vite leurs limites et la crise économique s'enlisa.

Sur le plan politique, une révision constitutionnelle fut mise en place. Elle aboutit à une transformation substantielle de la Constitution de 1976, qui fut acceptée par référendum en juillet 1992. Cette modification témoigna de quelques avancées démocratiques notables comme la suppression de la discrimination religieuse, l'élection directe des députés provinciaux et nationaux et la création d'un nouvel organe populaire, les *consejos populares*. En réalité, les modifications furent principalement de nature économique, le changement essentiel étant la suppression du concept de monopole étatique. À cet égard, le nouvel article 20 de la Constitution créa un droit de propriété pour les agriculteurs. Dans la nouvelle version de l'article 21, l'État garantit aux travailleurs indépendants la « propriété personnelle » de leurs revenus et de leurs moyens de production, ainsi que de leurs instruments de travail. Les articles 22 et 23 reconnaissent également le droit de propriété de leurs moyens de travail aux organisations politiques, sociales et de masse (article 22) ainsi qu'aux entreprises mixtes, aux sociétés et aux associations économiques (article 23)⁶⁸. Si la réalité fit rapidement taire tout espoir d'une transition politique, cette révision s'avéra, cependant, être un pré-requis indispensable aux réformes économiques ultérieures.

⁶⁷ The Economist, *Cuba : Country Profile, 1992-1993*.

⁶⁸ Base de datos políticos de las Américas, « Constitución de Cuba de 1992 » (University of Georgetown) En ligne. <<http://www.georgetown.edu/pdba/constitutions/cuba/cuba1992.html>> (page consultée le 19 janvier 2004) (traduction de l'auteur : P.A.).

Ces maigres changements –politiques et économiques- n’atténuèrent pas la crise économique, comme en témoigna le grave problème d’immigration que Cuba connut durant l’été 1994. La Révolution cubaine fut alors confrontée à une troisième vague d’exode de ses ressortissants, considérée comme la seconde plus importante depuis la Révolution⁶⁹. À bord de petites embarcations de fortune, les *balsas*, plusieurs milliers de personnes quittèrent l’île au risque de leur vie. La crise débuta par des incidents. Des dizaines de personnes quittèrent Cuba en asseyant de se réfugier dans des ambassades et dans les résidences des diplomates, en se livrant à des détournements d’avions, ou de bateaux et en manifestant contre le régime de Fidel Castro en plein cœur de La Havane. Même si les Forces armées révolutionnaires (FAR) réprimèrent rapidement ces incidents, trente mille personnes fuirent l’île durant l’été 1994⁷⁰.

2.3. Les réformes économiques à partir de 1993.

Dès 1993, il semble que le gouvernement cubain réalisa l’insuffisance des premières mesures économiques de la Période spéciale en temps de paix mise en place en vue de contrer la crise économique puisqu’il adopta de nouvelles mesures, témoignant d’un changement radical. Premièrement, en août 1993, la possession de dollars fut légalisée. Deuxièmement, en septembre, le travail à son propre compte fut autorisé. En 1994, le secteur agricole fut réaménagé en coopératives, et les marchés libres furent ouverts. Il faut rappeler que ces deux mesures n’auraient pas pu être mises en place sans la suppression du monopole de la propriété étatique opérée lors de la réforme

⁶⁹ Azicri, Max, « The Rectification Process Revisited : Cuba’s Defense of Traditional Marxism-Leninism », dans Sandor Halebski and John M. Kirk, dir., *Cuba in transition: crisis and transformation* (Boulder : Westview Press, 1994).

⁷⁰ Felicia Guerra et Tamara Alvarez-Detrell, *Balseros: Oral history of the cuban exodus of '94* (Miami : Ediciones Universal, 1997).

constitutionnelle de 1992⁷¹. En 1996, la loi autorisant l'ouverture du marché aux investissements étrangers fit prendre conscience à la communauté économique internationale du réel virage adopté par le régime cubain, d'autant plus que cette loi fut suivie par une restructuration du secteur bancaire et financier et par un processus de perfectionnement des entreprises nationales. En mai 2002, le gouvernement a lancé la réforme de restructuration et de rationalisation de l'industrie du sucre entreprise dans le but de diminuer les dépenses budgétaires. Elle correspond à la dernière importante réforme économique mise en place à Cuba jusqu'à ce jour.

3. La démarche méthodologique.

Cette étude de l'évolution politique et économique de Cuba met en lumière l'économie cubaine au tournant des années 1990, en particulier la crise économique qui a contraint le gouvernement à procéder à de nouvelles réformes économiques, objet de recherche de notre mémoire.

Afin de vérifier nos hypothèses, nous diviserons notre démarche méthodologique en trois étapes. Dans un premier temps (chapitre 2), nous expliquerons les mesures de stabilisation et d'ajustement structurel ayant caractérisé les processus de libéralisation dans les nouvelles démocraties issues de la double transition. Nous élaborerons une grille d'analyse des deux types de réformes caractérisant les transitions vers le néolibéralisme : les réformes de stabilisation et les réformes d'ajustement structurel. Dans un second temps (chapitre 3), nous analyserons le contenu et les limites des mesures de libéralisation adoptées à Cuba depuis 1993 grâce à la grille d'analyse proposée dans le

⁷¹ Haroldo Dilla Alfonso, « Camarades et investisseurs : Cuba, une transition incertaine », *Cahiers des Amériques latines* 31-32 (1999-2000), 89.

chapitre 2. Nous montrerons que les mesures mises en place sont, d'une part, des mesures de stabilisation telles que la dépénalisation du dollar, la convertibilité du peso et la nouvelle politique fiscale et, d'autre part, des mesures d'ajustement structurel telles que celles favorables à l'émergence d'un secteur privé (l'autorisation de travailler à son propre compte, la création de nouvelles unités de production en coopérative dans le secteur agricole, le processus de perfectionnement des entreprises), la libéralisation des échanges (la libéralisation des investissements étrangers et la création de zones franches et de parcs industriels) et la restructuration de la fonction publique et du marché financier. Dans un troisième temps (chapitre 4), nous analyserons les deux principales conséquences de ces réformes, l'augmentation des inégalités sociales et le déclin du rôle de l'État ainsi que leur finalité.

Dans ce premier chapitre, nous nous sommes attachés à décrire le contexte international, depuis les années 1970, marqué par la double transition –politique et économique- des pays autoritaires à laquelle Cuba fait exception puisque, encore considéré comme un pays autoritaire, le gouvernement en place refuse la transition vers l'économie de marché. Cependant, suite à la crise économique traversée par ce pays provoquée par la disparition du bloc soviétique et aggravée par le renforcement de l'embargo américain, force est de constater la mise en place d'une série de mesures depuis 1993, jusqu'à aujourd'hui, dont le caractère libéral témoigne d'une transition économique, notion pourtant rejetée par le gouvernement. Ce sont ces réformes qui constituent l'objet de recherche de ce mémoire. Avant d'en étudier les caractéristiques, les conséquences et la finalité à Cuba, nous allons dans le prochain chapitre apporter un cadre d'analyse des réformes néolibérales.

CHAPITRE 2

LE CADRE THÉORIQUE :

LES POLITIQUES D'AJUSTEMENT NÉOLIBÉRAL

Dans ce chapitre, nous allons exposer le cadre théorique dans lequel s'inscrit notre analyse des réformes économiques entreprises à Cuba depuis les années 1990. Nous commencerons par présenter le cadre général de l'évolution des théories des relations économiques internationales, afin de mettre en lumière la théorie néolibérale adoptée depuis une trentaine d'années. Nous expliquerons ensuite, à travers une revue de la littérature spécialisée, les deux types de mesures économiques caractérisant la transition vers le néolibéralisme, c'est-à-dire la stabilisation macroéconomique et le changement structurel. Cette démarche aboutira à la construction d'une grille d'analyse qui servira de support à l'étude des mesures économiques mises en place à Cuba, objet du chapitre 3.

1. L'évolution des théories de l'économie internationale au cours du vingtième siècle.

Le libéralisme fut la théorie prédominante des relations économiques internationales de la fin du XVIIIe siècle à la Seconde Guerre mondiale. Le principe fondamental du libéralisme est la création d'une économie de marché concurrentielle fondée sur la rationalité des individus et sur le rôle minimal de l'État. Les gouvernements n'interviennent que pour prendre en charge les politiques essentielles que le marché ne peut pas prendre en compte, car le libéralisme n'a pas pour objectif une répartition

égalitaire de la croissance et des revenus, mais une croissance équilibrée et une amélioration du niveau de vie. La théorie libérale classique fut remise en question par l'émergence de nouvelles théories nées en réaction au libéralisme, telles que le néomercantilisme, le libéralisme hétérodoxe et le communisme. Puis, son application fut controversée quand, en 1929, le crack boursier fit basculer les économies nationales dans la crise économique et financière internationale de la Grande Dépression des années 1930⁷².

C'est dans ce contexte de crise que les idées de John Keynes émergèrent et se développèrent dans les pays industrialisés. Le keynésianisme, comme le libéralisme, conférait une place importante au marché⁷³ mais dénonçait les deux défauts du marché livré à lui-même, c'est-à-dire le chômage et la répartition inégale des revenus qui risquaient de briser la cohésion sociale et de favoriser l'instabilité. Cherchant à assurer l'augmentation des richesses et leur redistribution égalitaire, le keynésianisme proposait une intervention du politique dans l'économie⁷⁴. En effet, cette conception hétérodoxe du libéralisme solutionna les problèmes du libéralisme classique par la régulation des forces du marché par l'État et chercha à lier l'économie de marché à la démocratie politique et à l'intervention étatique⁷⁵. Selon la théorie keynésienne, la politique macroéconomique de l'État doit intervenir sur la consommation et non sur les prix -qui restent fixes. La demande et la consommation des entreprises et des ménages étant considérée comme le moteur de la croissance économique, l'État doit les stimuler en encourageant le plein-

⁷² Éthier, *Introduction aux relations internationales*, 188-191.

⁷³ Maurice Lagueux, « Qu'est-ce que le néolibéralisme ? », (Université de Montréal, 2003) En ligne <http://www.philo.umontreal.ca/textes/Lagueux_neoliberalisme.pdf> (page consultée le 26 janvier 2004), 11.

⁷⁴ Éthier, *Introduction aux relations internationales*, 188-191.

⁷⁵ *Id.*

emploi, en finançant de grands travaux publics et en subventionnant les industries de biens de consommation. Il doit également stimuler la consommation de la population inactive en ayant recours à des politiques sociales redistributives sous forme d'assurance maladie, d'allocations familiales, d'assurance emploi et de régime de retraite. Cette intervention étatique nécessita une augmentation des dépenses publiques financées par des emprunts qui devaient être remboursés grâce à la consommation, une fois la croissance revenue. L'application concrète du keynésianisme fut incarnée par la politique du New Deal et de l'État providence aux États-Unis sous Roosevelt en 1932. L'interventionnisme étatique triompha après la Première Guerre mondiale en France et en Grande-Bretagne qui firent du plein emploi leur objectif prioritaire. Puis, le keynésianisme devint le modèle de développement économique des pays industrialisés durant la période de 1945 à 1975⁷⁶.

Durant cette période, le libéralisme hétérodoxe de Keynes influença aussi les politiques économiques des pays en développement⁷⁷. Ainsi, à partir de 1945, l'interventionnisme des gouvernements en Amérique latine engendra l'adoption de stratégies ouvertes de substitution des importations qui combinaient la protection du marché et la libéralisation des échanges dans les secteurs contrôlés par le capital étranger ou dominés par des entreprises nationales concurrentielles⁷⁸.

Durant les années 1970, le surendettement des pays montra les limites du keynésianisme. Pendant trente ans, de 1945 à 1975, les États continuèrent à emprunter malgré leur croissance économique, ce qui provoqua une hausse de l'inflation. Celle-ci

⁷⁶ Michel Beaud et Gilles Dostaler, *La pensée économique depuis Keynes : historique : Dictionnaire des principaux auteurs* (Tours : Seuil, 1993), 69-87.

⁷⁷ *Ibid.*, 129-148.

⁷⁸ Pierre Salama et Patrick Tessier, *L'industrialisation dans le sous-développement* (Paris : Librairie François Maspero, 1982), 29-72.

fut alors à l'origine de la baisse des investissements productifs et des délocalisations de la production qui, elles-mêmes, générèrent une augmentation du coût de la main-d'œuvre, une diminution du profit et de la croissance et les déficits des balances de paiement. Ce ralentissement économique des pays industrialisés fut alors aggravé par les deux chocs pétroliers de 1973 et de 1979, suivis par les deux périodes de récession entre 1974 et 1975 et entre 1980 et 1983. En effet, en décidant d'augmenter le prix du pétrole, les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) intensifièrent l'inflation, symbolisant la crise du modèle keynésien⁷⁹. Cette crise se manifesta également en Amérique latine où le modèle de développement de substitution des importations s'enlisa devant les hausses de l'inflation et le déficit des balances des paiements puis atteignit ses limites lorsque le Mexique en 1982 annonça qu'il se trouvait dans l'incapacité de payer sa dette⁸⁰. Au même moment, les pays de l'Est furent confrontés à la crise du socialisme et se trouvèrent dans une impasse engendrée par le déclin de la croissance économique⁸¹. En revanche, l'inflation ne toucha pas les nouveaux pays industrialisés asiatiques dont la croissance continua à augmenter grâce aux investissements étrangers des entreprises multinationales délocalisées. Elle les affecta plus tard au cours des années 1990⁸².

Cette crise conjoncturelle, marquée par une rupture des croissances de la productivité, par des tendances inflationnistes, par le chômage et par le dysfonctionnement du système international, remit en question l'application du keynésianisme dès le début des années 1970. À ces critiques empiriques, il faut ajouter

⁷⁹ Éthier, *Introduction aux relations internationales*, 188-191.

⁸⁰ Miles Kalher, « Orthodoxy and its Alternatives: Explaining Approaches to Stabilization and Adjustment », dans Joan M. Nelson, *Economic Crisis and Policy Choice*, (Princeton : Princeton University Press, 1990), 35-37.

⁸¹ Lagueux, « Qu'est-ce que le néolibéralisme ? », 17.

⁸² Éthier, *Introduction aux relations internationales*, 188-191.

les critiques théoriques, et notamment celles qui n'avaient jamais accepté les idées de Keynes, et qui trouvèrent à ce moment là un nouvel écho⁸³. Tout d'abord, la théorie monétariste, des chercheurs de l'École de Chicago menés par Friedrich Hayek et Milton Friedman, croyait en la stabilité inhérente de l'économie de marché et se méfiait donc de l'intervention de l'État. Ces chercheurs reprochaient au libéralisme hétérodoxe d'être, par des taux d'intérêt trop faibles, à l'origine de l'excès de monnaie en circulation, celle-ci étant génératrice d'inflation. Selon eux, l'offre de monnaie est plus déterminante que la demande ou la consommation. Ainsi, pour stabiliser les prix, les gouvernements doivent s'imposer une discipline budgétaire en stabilisant leurs dépenses et leurs taux d'imposition et de taxation, mais surtout l'offre de monnaie doit être déterminée par des autorités monétaires et non pas par les autorités politiques⁸⁴. En second lieu, la théorie de l'offre dénonça le problème de la stagnation causée par une fiscalité excessive qui, par ailleurs, provoquait l'émergence d'une économie souterraine. Elle proposa une diminution de la fiscalité accompagnée de celle des dépenses de l'État⁸⁵. Enfin, la théorie du capital humain préconisa une réorganisation de l'intervention de l'État en fonction de la rationalité économique. Ces trois théories eurent comme points communs leur foi en la stabilité du marché et leur croyance en un État responsable de l'endettement et de la crise économique. Elles favorisèrent la résurgence du libéralisme avec un retour à un rôle minimal de l'État, voire à son absence, sous une nouvelle forme, le néolibéralisme. Le néolibéralisme se différencie du libéralisme dans la mesure où il est né en réaction au keynésianisme. Il prône que le moteur de la croissance économique n'est plus la demande

⁸³ Beaud et Dostaler, *La pensée économique depuis Keynes : historique : Dictionnaire des principaux auteurs*, 149-167.

⁸⁴ *Id.*

⁸⁵ *Id.*

et la consommation mais l'offre et la production. De plus, il se distingue du libéralisme en posant comme postulat le « laissez faire » économique, qui laisse chaque acteur satisfaire ses propres intérêts et s'emparer du marché alors que libéralisme classique posait le postulat de la « concurrence parfaite » selon lequel la multiplicité et l'égale importance des agents économiques limitent l'émergence de grands monopoles⁸⁶.

Le modèle néolibéral remplaça progressivement le keynésianisme au cours des années 1970 et 1980. Il fut d'abord adopté par les États-Unis sous la présidence de Ronald Reagan et par la Grande-Bretagne sous le gouvernement de Margaret Thatcher. Puis, l'influence des États-Unis dans les organisations financières internationales contribua à son développement. En effet, face à l'incapacité des pays à rembourser leurs dettes, les bailleurs de fonds furent pressés de relever leurs taux d'intérêt afin d'arrêter les emprunts. Ainsi, en 1983, la Banque fédérale américaine décida d'augmenter les taux d'intérêt pour faire cesser l'inflation. Cette décision provoqua une crise financière dans beaucoup de pays surendettés aussi bien au Nord qu'au Sud, à l'Ouest qu'à l'Est. De même, le FMI, en créant l' *Extended Fund Facility*, proposa aux pays endettés de renégocier les termes de leur dette en se portant garants de son remboursement auprès des créditeurs. Les pays endettés durent accepter de mettre en place des mesures de stabilisation, dont le FMI a toujours été à l'origine, dans le but d'arrêter l'inflation à court terme. Sous l'influence néolibérale, le FMI élargit les conditions de son aide à la mise en place des mesures d'ajustement structurel d'inspiration néolibérale⁸⁷. Les réformes d'ajustement structurel exigées par la Banque mondiale traduisirent aussi l'influence du néolibéralisme. Mais ce fut surtout l'absence d'alternative crédible à l'orthodoxie libérale

⁸⁶ Lagueux, « Qu'est-ce que le néolibéralisme ? », 22.

⁸⁷ Feindberg, « The Changing Relationship between the World Bank and the International Monetary Fund », 545-560.

face à la crise structurelle du libéralisme hétérodoxe et du socialisme qui contribua à la naissance du néolibéralisme⁸⁸.

Les conséquences du néolibéralisme, souvent qualifié de « libéralisme sauvage », sont controversées. Certes, les réformes néolibérales eurent des effets positifs sur la stabilité des prix et sur la croissance économique, mais « il apparut rapidement que la magie de l'orthodoxie macroéconomique trouvait très vite ses limites pour ce qui est de la recherche d'une croissance équitable et soutenable »⁸⁹. En effet, le néolibéralisme généra des coûts sociaux élevés et l'accroissement des inégalités sociales⁹⁰. Cette critique du néolibéralisme fut reprise par la demande d'un « *adjustment with a human face* »⁹¹ qui cherchait à combiner l'ajustement néolibéral avec la prise en compte des conséquences sociales des réformes économiques.

2. Les mesures économiques caractérisant la transition vers le néolibéralisme.

La transition vers le néolibéralisme a été engagée depuis plus d'un quart de siècle. Pour définir les réformes nécessaires à cette transition, nous nous appuyons sur les travaux de recherche de Joan Nelson, de Stephan Haggard et Robert Kaufman, d'Adam Przeworski, de Diane Éthier et de John Williamson, qui se sont intéressés aux politiques économiques adoptées dans les pays en développement lors de leur transition politique. Ces recherches nous permettent de dégager, d'une part, les deux types de mesures caractérisant les transitions vers le néolibéralisme, la stabilisation macroéconomique et le

⁸⁸ *Ibid*, 33.

⁸⁹ Moisés Naim, « Les avatars du Consensus de Washington », *Le Monde diplomatique* (Paris), mars 2000, 20.

⁹⁰ Adam Przeworski, *Democracy and the Market*, (Cambridge: Cambridge University Press, 1991), 159.

⁹¹ Joan M. Nelson, « The Politics of Economic Adjustment in Developing Nations », dans Joan M. Nelson *Economic Crisis and Policy Choice* (Princeton : Princeton University Press, 1990), 11.

changement structurel et, d'autre part, la problématique du *timing* lors de la mise en oeuvre de ces mesures.

2.1. Définitions des mesures néolibérales.

Joan Nelson s'interroge sur les facteurs déterminant les choix des pays en développement quant à la politique d'ajustement économique à adopter pour réussir leur transition politique. Dans son étude, elle divise l'ajustement en deux « tâches »⁹² interdépendantes. La première, la stabilisation a pour objectif de « réduire les déficits de la balance des paiements et l'inflation à un niveau compatible avec une croissance relancée et durable »⁹³ et comprend des mesures monétaires et fiscales à court terme, telles que la restriction de la demande privée et publique, l'ajustement de l'utilisation des ressources aux ressources disponibles et la dévaluation. La seconde tâche de l'ajustement économique est le changement structurel à moyen terme dont l'objectif est « d'encourager les activités d'échanges extérieurs générant des gains ou des épargnes, et plus généralement, d'améliorer les bénéfices et l'efficacité pour une croissance durable »⁹⁴, les mesures prises sont généralement la flexibilité du taux de change, l'augmentation des taux d'intérêt, la promotion de l'exportation, la rationalisation des programmes d'investissement dans le secteur public, la libéralisation du commerce, la réforme des taxes et les privatisations.

Dans une étude portant également sur le thème des politiques d'ajustement économique, Stephan Haggard et Robert Kaufman divisent les ajustements économiques en trois politiques : la stabilisation des prix et l'équilibre de la balance des paiements, les

⁹² *Ibid.*, 3-32.

⁹³ *Id.*

⁹⁴ *Id.*

mesures d'ajustements dits structurels et les stratégies nationales des pays endettés à l'égard des crédateurs. La stabilisation des prix et le rééquilibrage de la balance des paiements se sont traduits par des mesures d'ajustement de leur taux de change et des politiques monétaires et fiscales restrictives, surtout dans les pays d'Amérique latine affectés par la hausse de l'inflation à la fin des années 1970. L'ajustement structurel est lui devenu important après la crise de la dette du début des années 1980. Son objectif est de « rationaliser l'allocation des ressources et de renforcer le secteur de l'exportation »⁹⁵ par le recours à des mesures de privatisation, de réduction des tarifs douaniers et de dérégulation du marché financier. Ces auteurs insistent sur l'importance « des stratégies des pays en développement à l'égard des pays développés et des institutions financières internationales »⁹⁶. La variation de l'acceptation des conditions imposées par les crédateurs aux pays débiteurs explique, selon eux, en partie le succès des réformes économiques.

Diane Éthier, dans une étude consacrée aux transitions politiques dans les pays de l'Europe du Sud, reprend la définition du processus d'ajustement économique du FMI. Cette définition du FMI comprend, d'une part, des mesures de stabilisation à court terme et, d'autre part, des mesures de changement structurel à long terme. L'objectif des mesures de stabilisation est de réduire les déséquilibres macroéconomiques : le taux d'inflation trop élevé, le déficit de la balance des paiements et le déficit du budget des gouvernements. Pour mesurer leur succès, cette auteure propose d'étudier la baisse du taux d'inflation, la réduction de la dette de l'administration publique, la baisse des

⁹⁵ Stephan Haggard et Robert R. Kaufman. « Institutions and Economic Adjustment » dans Stephan Haggard et Robert R. Kaufman, dir., *The Politics of Economic Adjustment*, (Princeton: Princeton University Press, 1992) 5.

⁹⁶ *Id.*

déficits du budget du gouvernement et l'élimination ou l'amélioration de la balance des échanges et de la balance des comptes courants. La seconde série de mesures, le changement structurel, a pour but d'augmenter « l'ouverture, la libéralisation et la compétitivité des économies nationales »⁹⁷. L'évaluation du succès de ces mesures peut alors se mesurer à long terme par rapport à la progression de la productivité du travail et à celle de la compétitivité des entreprises⁹⁸.

Adam Przeworski s'intéresse aux rapports entre la libéralisation économique et la transition politique, notamment en Amérique latine et dans les pays de l'Europe de l'Est. Il étudie avec attention les séries de réformes économiques, leurs conditions d'application et leurs effets, puis définit trois façons de penser les réformes économiques. D'une part, il reprend la façon traditionnelle des institutions internationales financières qui distinguent la stabilisation de l'ajustement structurel et de la privatisation. La stabilisation est l'ensemble de mesures à court terme qui visent à diminuer l'inflation, le déficit de la balance des paiements et celui l'État. L'ajustement structurel est destiné à rendre l'économie compétitive, par des mesures de libéralisation des échanges, de dérégulation des prix et des réformes des taxes. Il ne définit pas la privatisation. Dans un second temps, il étudie les mesures économiques mises en place dans les pays de l'Amérique latine selon la classification de John Williamson, que nous étudierons plus loin. Enfin, Adam Przeworski s'intéresse aux mesures instaurées dans les pays de l'Europe de l'Est et il les distingue de celles mises en place en Amérique latine dans la mesure où les économies socialistes doivent au préalable avoir réalisé certaines réformes propres à leur nature socialiste en vue de la transition vers l'économie de marché : notre étude de cas

⁹⁷ Éthier, *Economic Adjustment in New Democracies. Lessons from Southern Europe*, 1-9.

⁹⁸ *Ibid*, 111.

portant sur un pays socialiste, Cuba, nous insistons sur ces mesures. D'ailleurs, Adam Przeworski en énumère cinq types. Le premier a pour objectif la rationalisation de l'investissement qui s'effectue en rendant les firmes autonomes et responsables financièrement et en diminuant les protections. Le deuxième type correspond aux mesures de dérégulation des prix et d'élimination des subventions afin de recouvrer l'équilibre des marchés de consommation. Le troisième propose l'élimination des entreprises étatiques non rentables. La réduction des dépenses, l'augmentation des taxes et la vente des entreprises étatiques constituent le quatrième type de mesures visant la réduction du budget. Le cinquième type correspond à la restructuration de l'état social⁹⁹.

John Williamson s'est également intéressé aux politiques économiques dans les pays en développement et dans les pays industrialisés. Il a dégagé une série de dix mesures qui permettent de comparer les réformes politiques entreprises dans ces pays : ce sont la discipline budgétaire et fiscale, la priorité aux dépenses publiques qui vont dans le sens aussi bien d'une croissance économique que d'une répartition égale des revenus, les réformes fiscales comportant des taux d'imposition maximaux peu élevés et une large assiette fiscale, la libéralisation des marchés financiers, la création d'un cours du change stable et compétitif grâce à l'accroissement des exportations non traditionnelles, la libéralisation du commerce, l'abolition des barrières à l'entrée sur le marché et la libéralisation des investissements directs étrangers (égalité de traitement entre les entreprises étrangères et celles du pays), la privatisation des entreprises étatiques, la déréglementation et la protection de la propriété privée. John Williamson a qualifié ces

⁹⁹ Przeworski, *Democracy and the Market*, 145-146.

mesures de « Consensus de Washington »¹⁰⁰. Depuis, le sens de cette expression a été détourné. Aujourd'hui, le « Consensus de Washington » symbolise l'orthodoxie néolibérale imposée par les États-Unis et les institutions financières internationales aux pays endettés¹⁰¹.

2.2. Le *Timing* de l'application des réformes d'ajustement.

D'après ces chercheurs, l'élément temporel était un des facteurs clés à l'étude des transitions économiques. Ainsi, Joan Nelson soulève le débat sur « la vitesse et la succession »¹⁰² des mesures mises en place. De même, Stephan Haggard et Robert Kaufman s'interrogent sur le « moment de la réforme politique »¹⁰³ lors du choix des politiques économiques. En effet, le *timing* est un des critères nécessaires pour juger la réussite de l'application de la politique économique.

Deux stratégies ont été opposées dans le *timing* de l'application des réformes de stabilisation et de changement structurel. La première est la stratégie dite la thérapie de choc qui préconise une mise en place rapide et simultanée des réformes structurelles et des réformes de stabilisation. Cette stratégie présente l'avantage de limiter les risques de mobilisation en concentrant les sacrifices économiques sur une courte durée. Cette stratégie a été privilégiée par le FMI et la Banque mondiale en Amérique latine et a été défendue, en particulier, par Jeffrey Sachs en raison de ses résultats encourageants en

¹⁰⁰ John Williamson, *The Political Economy of Policy Reform* (Washington : Institute for International Economics, 1993), 26-28.

¹⁰¹ Naïm, « Les avatars du Consensus de Washington », 20.

¹⁰² Nelson, « The Politics of Economic Adjustment in Developing Nations », 4

¹⁰³ Haggard et Kaufman, « Institutions and Economic Adjustment », 6.

Pologne¹⁰⁴. Néanmoins, les conséquences de l'application de la thérapie de choc dans d'autres pays ont été plus mitigées à l'instar de celles de Russie¹⁰⁵. La thérapie de choc est opposée au gradualisme, qui correspond à une transition progressive vers une économie de marché, en prenant en compte les caractéristiques sociales et historiques des économies planifiées. En général, la transition débute par la mise en place des mesures de stabilisation, suivie par celle de mesures de changement structurel, et permet de coexister avec l'ancien système de planification. Cette stratégie favorise une prise en compte des coûts sociaux et accorde une place importante à l'État. Le gradualisme témoigne du courant libéral hétérodoxe sous une influence sociale-démocrate¹⁰⁶. Son application a eu lieu en Europe de l'Est et notamment en Hongrie. Cette approche hétérodoxe a cependant été souvent critiquée, car elle est considérée comme irresponsable et utopique¹⁰⁷.

3. Élaboration de la grille d'analyse.

Les chercheurs n'ont pas inclus Cuba dans leur analyse. Cuba est, de manière générale, ignorée en raison des spécificités de son système politique et de son système économique. D'une part, le régime de Fidel Castro n'a pas pris part au mouvement de démocratisation des pays d'Amérique latine durant les années 1980 et, d'autre part, il a refusé officiellement la transition vers une économie de marché à l'instar des anciens pays communistes. De plus, Cuba reste marginale dans le système international, dans la mesure où elle ne reçoit aucune subvention des institutions financières internationales.

¹⁰⁴ Jeffrey Sachs, « Poland and Eastern Europe: What is to be done? » dans András Kovács et Paul Marer, *Foreign Economic Liberalization: Transformations in Socialist and Market Economies*, (Boulder : Westview Press, 1991), 235-241.

¹⁰⁵ Joseph Stiglitz, *La Grande Désillusion* (Paris: Fayard, 2001).

¹⁰⁶ Éthier, *Economic Adjustment in new Democracies: Lessons from Southern Europe*, 6.

¹⁰⁷ Nelson, « The Politics of Economic Adjustment in Developing Nations », 16.

Ces spécificités de Cuba nous incitent à ne pas privilégier un des chercheurs cités pour étudier les réformes économiques mises en place.

Nous préférons proposer une synthèse des lectures de ces chercheurs, qui nous amène à classer en deux catégories les réformes nécessaires à la transition vers l'économie de marché. Nous reprenons la distinction entre la stabilisation macroéconomique et le changement structurel proposée par Stephan Haggard et Robert Kaufman, Joan Nelson et Diane Éthier, mais au sein de laquelle nous retrouvons aussi les mesures de Adam Przeworski et de John Williamson.

Premièrement, la stabilisation macroéconomique a pour objectif la réduction du déficit de la balance des paiements et de la dette publique, la réduction et le contrôle de l'inflation, et le contrôle des prix et du taux de change. Cette stabilisation se traduit par la dévaluation, la convertibilité de la monnaie et la création d'un taux de change compétitif. Le rééquilibrage de la balance des paiements s'effectue grâce à une discipline budgétaire et fiscale, qui suppose une élimination des subventions, une réduction des dépenses publiques et sociales et une priorité budgétaire dans les secteurs dynamiques. Les effets de la stabilisation macroéconomique sont perçus sur le court terme.

Deuxièmement, le changement structurel est l'ensemble de mesures qui visent à rendre compétitives les économies nationales au sein du système international. Ces mesures préconisées sont les privatisations, l'élimination des entreprises étatiques non rentables, la libéralisation des échanges extérieurs, des tarifs douaniers, des investissements étrangers et des marchés financiers. Les mesures du changement structurel prennent effet à moyen terme.

Après avoir étudié l'évolution théorique des relations économiques internationales, nous avons constaté la prééminence du courant néolibéral au cours de ces dernières années. Ce courant s'est traduit par la mise en place de réformes d'ajustement néolibéral divisées entre la stabilisation et le changement structurel dans les pays en développement. En fonction du *timing* de leur application, il est possible de distinguer un courant hétérodoxe qui favorise une transition progressive vers l'économie de marché. Par ailleurs, cette étude nous a permis d'élaborer un cadre d'analyse des mesures d'ajustement qui va désormais nous servir d'appui pour étudier les réformes mises en place à Cuba depuis 1993.

CHAPITRE 3

LES RÉFORMES ÉCONOMIQUES

Dans ce chapitre, nous allons aborder le contenu des réformes économiques mises en place par le gouvernement cubain depuis le début des années 1990. Dans le premier chapitre, nous nous sommes attachés à démontrer que la disparition du bloc soviétique avait entraîné Cuba dans une grave crise économique, face à laquelle le gouvernement a été obligé d'entreprendre une série de mesures économiques menant à une économie de marché. Pour mettre en lumière le caractère néolibéral de ces réformes, nous nous appuierons sur la grille d'analyse des réformes économiques proposée dans le deuxième chapitre.

Cette grille permet de distinguer deux types de réformes à Cuba. Dans un premier temps, nous analyserons les mesures de stabilisation macroéconomique, c'est-à-dire celles relatives à la nouvelle politique monétaire (la dépénalisation du dollar et la convertibilité du peso) et à la nouvelle politique fiscale, ainsi que leurs effets sur l'évolution macroéconomique du pays. Dans un second temps, nous étudierons les réformes d'ajustement structurel et leurs conséquences, à travers en particulier l'émergence du secteur privé (l'autorisation de travailler à son propre compte, la création de nouvelles unités de production en coopérative dans le secteur agricole, le processus de perfectionnement des entreprises), la libéralisation des échanges extérieurs (l'ouverture aux investissements étrangers, la création de zones franches et de parcs industriels) et enfin la restructuration de la fonction publique et du marché financier.

1. La stabilisation macroéconomique.

Nous avons défini la stabilisation macroéconomique comme le jeu de mesures ayant pour objectif la réduction du déficit de la balance des paiements et de la dette publique, la réduction et le contrôle de l'inflation, mais aussi le contrôle des prix et du taux de change. La stabilisation peut se traduire par une dévaluation de la monnaie nationale, par sa convertibilité et par la création d'un taux de change compétitif. Le rééquilibrage de la balance des paiements suppose une discipline budgétaire telle que l'élimination des subventions, la réduction des dépenses sociales et publiques, les priorités pour les secteurs dynamiques. Nous illustrerons la mise en place d'une politique économique de stabilisation à Cuba à travers la nouvelle politique monétaire et la nouvelle politique fiscale puis nous évaluerons leurs effets.

1.1. Les réformes de stabilisation.

La crise économique cubaine du début des années 1990 s'est caractérisée par une croissance négative, une forte inflation, un marché noir important et par une sur-liquidité des dollars. Afin de mettre un terme à cette situation et de stabiliser l'économie, le gouvernement cubain a procédé à l'instauration de deux grandes séries de mesures. La première correspond à une nouvelle politique monétaire, et la seconde introduit une nouvelle fiscalité.

La dépénalisation du dollar a marqué le début de la nouvelle politique monétaire. Dans la résolution 213 du 11 août 1993, la Banque nationale de Cuba (BNC) a dépénalisé les monnaies étrangères et a autorisé la possession de dollars américains à partir du

moment où ils étaient obtenus légalement¹⁰⁸. Le gouvernement a ainsi cherché à régler à court terme le problème de la sur-liquidité du dollar. Mais malgré les risques de sanctions liées à la prohibition de cette monnaie, elle était largement utilisée par les Cubains avant 1993 sur les marchés noirs où ils avaient accès à des produits non fournis par l'État. On parle alors plus de la « décriminalisation » du dollar que de sa légalisation¹⁰⁹.

En 1993, le surplus de dollars américains dans ce pays affecté par un embargo imposé par les États-Unis s'expliquait par trois facteurs. Tout d'abord, suite à la fin de la guerre froide, le dollar était devenu la nouvelle monnaie des échanges internationaux. En second lieu, le développement du tourisme sur l'île commençait à favoriser l'entrée des devises américaines et son accès aux Cubains en particulier par le biais des pourboires. Enfin et surtout, cet excès était dû aux dollars envoyés par les Cubains exilés aux États-Unis à leur famille restée sur l'île, *las remesas*. Des chercheurs estimaient que la moitié des familles cubaines en 1993 recevait ainsi \$ 100.00 par mois¹¹⁰. Pour faciliter les transactions, cette nouvelle réglementation a été complétée par la création d'une chaîne d'officines de change appelée *las Cadecas* qui sont des entreprises de droit privé mais de capital public. Les Cubains, ainsi que les étrangers, peuvent y vendre et y acheter des dollars, et peuvent également y ouvrir des comptes d'épargne en devises américaines¹¹¹. À leur ouverture, ces *Cadecas* ont fixé la valeur du peso sur celle du dollar, mais rapidement un taux de change parallèle, favorable aux dollars, est apparu¹¹².

¹⁰⁸ The Economist, *Cuba : Country Profile, 1994*.

¹⁰⁹ Charles Trumbull, « Economic Reforms and Social Contradictions in Cuba », *Cuba in Transition* 10 (2000), 309.

¹¹⁰ Janette Habel, « Cuba, une transition à haut risque », *Problèmes d'Amérique latine* 17 (1995), 23.

¹¹¹ Escaith, « Cuba pendant la période spéciale: ajustement ou transition? », 63.

¹¹² Voir: Annexe, Tableau 2, *Taux de change annuel du peso convertible et du peso cubain en dollar américain de 1994 à 2002*, 99.

À Cuba, la nouvelle politique monétaire n'a pas été poursuivie par une dévaluation pourtant jugée plus pertinente¹¹³. En revanche, le 20 décembre 1994, la résolution 357 de la BNC du gouvernement cubain a mis en circulation une nouvelle monnaie, le « peso convertible »¹¹⁴. Cette nouvelle monnaie a été créée pour être utilisée exclusivement à Cuba. Sa valeur a été fixée en parité avec le dollar dans le but de se substituer au peso et de créer un seul peso fort. Mais cet objectif n'ayant pas été atteint, trois monnaies circulent désormais à Cuba : le peso, le peso convertible et le dollar¹¹⁵.

La politique monétaire s'est également traduite par une libéralisation des prix dans quelques domaines. En septembre 1994, un décret-loi a autorisé la réouverture des « marchés agricoles libres », interdits en 1986 lors du lancement de la Période de rectifications des erreurs. Les agriculteurs y vendaient leur production de riz, de maïs, de tubercule, de banane, d'oignon, d'ail, de viande, de lapin et d'œuf. La nouvelle législation leur a permis de vendre la production en sus des quotas négociés avec les organismes de commercialisation de l'État (20 % de la production), à un prix fixé librement en fonction de l'offre et de la demande, mais en peso cubain¹¹⁶. Cette réforme a reçu un avis favorable au sein de la population cubaine, car elle a compensé la déficience du système de rationnement. En effet, en 1993, le carnet de rationnement, *la libreta*, ne couvrait même plus la moitié des besoins alimentaires de la population. Par ailleurs, cette libéralisation des prix a assuré des débouchés et des liquidités aux paysans issus du

¹¹³ Archibald R. Ritter, « The Cuban Economy in the Mid-1990s : Structural/Monetary Pathology and Public Policy », dans Miguel Angel Centro et Mauricio Font, dir., *Toward a new Cuba?* (Londres : Lynne Rienner Publishers, 1997), 170.

¹¹⁴ Voir : Cuba, Banco Nacional de Cuba, *Resolución 357, Sobre la emisión del peso convertible*, 20 décembre 1994, En ligne. <http://www.cubagob.cu/des_eco/banco/espanol/regulaciones_bancarias/bcc-vii-7,5.htm> (page consultée le 20 février 2004).

¹¹⁵ Habel, « Cuba, une transition à haut risque », 19.

¹¹⁶ Denise Douzant-Rosenfeld, « Les défis des réformes dans l'agriculture cubaine », *Cahiers des Amériques Latines* 31 (1999-2000), 175.

nouveau secteur coopératif agricole créé en 1993¹¹⁷ (dont nous étudierons les caractéristiques plus bas). Elle a réduit le marché noir –sans toutefois le faire disparaître totalement- et le prix des produits agroalimentaires vendus sur ces marchés libres. Finalement, le bilan de l'autorisation des marchés libres agricoles s'est avéré rapidement positif puisqu'on comptait 164 marchés en 1995. De plus, l'autorisation d'ouvrir des marchés libres a été étendue aux produits industriels et artisanaux dès le mois de décembre 1994¹¹⁸.

La seconde politique de stabilisation est la réforme fiscale du 4 août 1994 mise en place par la loi 73, *la Ley del Sistema Tributario*.¹¹⁹ Elle a été rapidement très impopulaire dans la mesure où pour la première fois depuis 1967, elle a réintroduit la taxation à Cuba¹²⁰. Le nouveau système a instauré une taxation directe selon laquelle les personnes juridiques (les coopératives agricoles, les coentreprises et à partir de 1996 les entreprises publiques) sont imposées sur leurs bénéfices à 35 %. De même, certaines personnes physiques, notamment les travailleurs indépendants et les percepteurs de devises américaines, sont taxées selon un barème progressif variant de 5 % pour les revenus supérieurs à 3 000 pesos à 50 % pour ceux supérieurs à 60 000 pesos. Toute entreprise doit payer une contribution de 12 % pour les charges sociales. Enfin, pour les entreprises les plus rentables, une taxe de 25 % est perçue pour l'utilisation de la main-d'œuvre. La loi 73 a aussi mis en place un système de taxation indirecte. Ainsi, des impôts sont prélevés sur des produits dits de luxe, comme le tabac et les boissons, mais

¹¹⁷ Habel, « Cuba, une transition à haut risque », 20.

¹¹⁸ Escaith, « Cuba pendant la période spéciale: ajustement ou transition? », 64.

¹¹⁹ Lorenzo L. Perez, « Fiscal Reforms in Transition Economies: Implication for Cuba », *Cuba in Transition* 10 (2000), 224-227.

¹²⁰ Escaith, « Cuba pendant la période spéciale: ajustement ou transition? », 64.

aussi sur les services publics que sont l'électricité et le transport, ainsi que sur les ventes réalisées dans les marchés libres. Les droits de douanes ont également été accrus. En 1994, les importations étaient taxées de 40 %, mais le taux a été réajusté en 1998 à 12 %. De même, une taxe de \$ 20.00 est imposée sur l'entrée et la sortie des touristes. Afin de contrôler et d'améliorer le système de taxes, la nouvelle législation a créé une *Oficina Nacional de Administración Tributaria* (ONAT) où les perceptions sont enregistrées¹²¹.

1.2. Les effets de la stabilisation.

L'étude de ces deux mesures témoigne de la mise en route d'une politique de stabilisation à Cuba. Il est maintenant nécessaire d'analyser les effets de ces mesures pour savoir si elles ont stabilisé l'économie après la crise de 1993.

Tout d'abord, ces mesures ont eu un effet positif sur la croissance du PIB. Celle-ci, alors négative en 1993, est repartie à partir de 1995 atteignant même un taux de 7,8 % en 1996 et restant positive jusqu'au début des années 2000¹²².

La légalisation du dollar et la création du peso convertible ont eu également des effets positifs sur le taux de change du peso cubain en dollar américain qui diminua des deux tiers entre 1994 et 1995, avant de se stabiliser¹²³.

Les données relatives à l'inflation sont difficiles à chiffrer, la triple monnaie ne permettant pas de se fier aux chiffres disponibles. Ainsi, selon *The Economist*, l'inflation a été négative en 1995 mais s'est améliorée par la suite. Cependant, *The Economist* préfère renvoyer l'analyse de l'inflation à l'étude de l'indice des prix de la

¹²¹ Voir: Cuba, El Ministerio de Finanzas y de los Precios, 8 mai 1998, *Resolución 15-98* En ligne. <<http://www.mfp.cu/leyes/r15-98.html>> (consultée le 15 avril 2004).

¹²² Voir Annexe: Tableau 1, *Taux de croissance annuelle moyenne du PIB à Cuba de 1989 à 2002*, 99.

¹²³ Voir: Annexe, Tableau 2, *Taux de change annuel du peso convertible et du peso cubain en dollar américain de 1994 à 2002*, 99.

consommation, dont les données lui semblent plus fiables. Celui-ci a connu une nette amélioration, passant de -11,5 à 2,9 entre 1995 et 1999, en partie grâce à la libéralisation des prix qui a permis aux Cubains d'améliorer leur quotidien en leur offrant la possibilité d'utiliser leurs dollars dans les circuits officiels des produits de consommation, auxquels ils n'avaient pas accès avant¹²⁴.

La nouvelle réforme fiscale s'est accompagnée d'une amélioration du déficit budgétaire. Les données disponibles témoignent d'une nette réduction du déficit budgétaire de -5051 millions de pesos à -530 millions de pesos, entre 1993 et 2001. Cette amélioration s'explique par l'augmentation de la taxation directe et indirecte, qui a permis au gouvernement d'augmenter ses recettes. Néanmoins, la persistance du déficit budgétaire peut être attribuée à l'absence de coupures dans les dépenses publiques. En effet, le gouvernement n'a pas réduit ses dépenses sociales, clef de voûte de la Révolution cubaine¹²⁵.

Les résultats escomptés pour la réduction de la balance des paiements sont restés mitigés. Si la balance des comptes courant s'est stabilisée, son solde est resté négatif. De même, le déficit de la balance commerciale s'est accentué depuis dix ans. Cependant, la balance des capitaux s'est améliorée¹²⁶.

Face à la crise économique, les politiques monétaire et fiscale mises en place par le gouvernement de Fidel Castro ont permis une certaine stabilisation de l'économie cubaine. La croissance du PIB, l'inflation et le taux de change ont été stabilisés

¹²⁴ The Economist, *Cuba: Country Profile, 1999-2000*, 34.

¹²⁵ Voir : Annexe, Tableau 3, *Évolution des finances publiques à Cuba, en millions de pesos à prix constant de 1990 à 2002*, 100.

¹²⁶ Voir: Annexe, Tableau 4, *Évolution de la balance des comptes courants, de la balance commerciale et de la balance des capitaux à Cuba en millions de dollars américains de 1993 à 2001*, 100.

rapidement dans le milieu des années 1990. Néanmoins, les déficits du budget et de la balance des paiements n'ont pas été éliminés.

Les réformes mises en place témoignent d'une politique économique de stabilisation à Cuba, comparable à celles de l'ajustement néolibéral dans les pays en transition vers l'économie de marché. Désormais, il convient de savoir si le gouvernement a procédé à un ajustement structurel.

2. L'ajustement structurel.

Nous avons défini l'ajustement structurel comme l'ensemble des mesures qui visent à rendre compétitives les économies nationales au sein du système international. Les mesures mises en place à cet effet sont principalement les privatisations, l'élimination des entreprises étatiques non rentables, la libéralisation des échanges extérieurs, des tarifs douaniers, des marchés financiers et des investissements étrangers. Pour démontrer les changements structurels à Cuba, nous allons commencer par expliquer les mesures favorables à l'émergence du secteur privé. Puis, nous étudierons les mesures relatives à la libéralisation des échanges extérieurs et des investissements étrangers, qui lui ont permis de diversifier ses partenaires et ses échanges et, enfin, nous étudierons les mesures relatives à la restructuration de la fonction publique et du marché financier.

2.1. Les mesures favorables à l'émergence du secteur privé.

L'émergence du secteur privé se note d'abord par l'autorisation du travail indépendant dans certains secteurs économiques, mais aussi par la création d'un secteur agricole coopératif. Ensuite, le concept de privatisation est apparu dans la loi autorisant les investissements étrangers, qui a permis la création d'entreprises à capital étranger, et

il est sous-entendu dans le processus de perfectionnement qui témoigne de l'alignement du fonctionnement des entreprises cubaines à celui des entreprises capitalistes.

En septembre 1993, l'autorisation du travail à son propre compte, *las cuentas propias* ou *el trabajo propio*, est la première mesure relevant d'un changement structurel. Il s'agit d'une réforme qui témoigne véritablement d'une adaptation à l'économie de marché, puisqu'elle a légalisé la mise en place d'un secteur d'activité privée¹²⁷. Il convient de rappeler que les règles relatives au « *trabajo propio* » n'auraient pas pu être établies sans la réforme constitutionnelle de 1992. En effet, cette dernière modifie le concept du monopole de la propriété étatique et autorise la propriété personnelle sur le travail. Après de tels changements, le gouvernement a pu légaliser 117 professions. Dès le mois de novembre 1993, il a accordé 67 000 licences à des travailleurs indépendants. Depuis, le nombre officiel de travailleurs indépendants stagne autour de 200 000, car le gouvernement, ayant imposé des limites à l'octroi de licences professionnelles, n'incite pas les Cubains à se déclarer¹²⁸. Ainsi, si en 2001 les données officielles montraient que les travailleurs à leur propre compte représentaient 4 % de la population active¹²⁹, les recherches de certains auteurs estimaient au double (8 %) leur part dans la vie active¹³⁰.

Avec le développement du tourisme, ce sont surtout des activités de service qui ont été autorisées par le gouvernement. Dans son étude de cas, Charles Trumbull décrit les quatre catégories de travailleurs indépendants les plus répandues : les chauffeurs de taxis,

¹²⁷ Trumbull, « Economic Reforms and Social Contradictions in Cuba », 309.

¹²⁸ Habel, « Cuba, une transition à haut risque », 19.

¹²⁹ Voir : Annexe, Tableau 5, *Répartition du nombre de travailleurs en fonction de leur employeur à Cuba par millions de travailleurs en valeur absolue et en pourcentage en 1989 et en 2001*, 101.

¹³⁰ Escaith, « Cuba pendant la période spéciale: ajustement ou transition? », 64.

les loueurs de chambres, les vendeurs de cacahuètes et de nourriture¹³¹. L'autorisation du travail indépendant a été étendue, en juin 1995, aux restaurants implantés chez les particuliers, *los paladares*, qui se sont multipliés au point que le gouvernement, qui avait commencé par les exclure de la nouvelle législation, a été contraint de les reconnaître. Cependant, le gouvernement leur a imposé certaines contraintes, notamment en limitant à douze le nombre de couverts et en prescrivant une taxe mensuelle.

La mise en place de *las Unidades Básicas de Producción Cooperativa* (UBPC), le 15 septembre 1994, peut être considérée comme une autre des prémices du secteur privé. Le gouvernement, en créant les UBPC, a remis en cause le concept du monopole de la propriété étatique issu des principes de la Révolution. En effet, la prise du pouvoir par Fidel Castro avait entraîné la collectivisation des terres et leur division en Unités de Base de Production (UBP) où les travailleurs n'étaient pas tenus à des obligations de résultat. Mais la nouvelle loi a provoqué le démantèlement d'une grande partie des fermes d'État qui ont été distribuées en usufruit aux travailleurs, dorénavant organisés en coopératives¹³². L'État continue d'être le propriétaire de la terre, mais le collectif des travailleurs des UBP est devenu le propriétaire des outils de travail et de la production excédant le quota exigé par le gouvernement¹³³. Ainsi, les paysans continuent à cultiver en commun, mais ils ont la responsabilité de la gestion et sont donc confrontés aux risques des aléas de la production. En réalité, cette mesure a présenté un véritable intérêt, car elle a été appliquée en même temps que l'ouverture des marchés agricoles dans lesquels les producteurs peuvent vendre, à un prix librement fixé, le surplus de leur

¹³¹ Trumbull, « Economic Reforms and Social Contradictions in Cuba », 310.

¹³² Escaith, « Cuba pendant la période spéciale: ajustement ou transition? », 64.

¹³³ Habel, « Cuba, une transition à haut risque », 3.

production¹³⁴. Par ailleurs, ils peuvent s'organiser de manière autonome, utiliser des cartes bancaires, acheter à crédit les instruments nécessaires, élire leur direction qui doit leur rendre régulièrement des comptes et recruter des travailleurs quand le cycle de production ou de récolte l'exige¹³⁵. La création des UBPC a permis également à l'État cubain de s'enrichir en vendant le matériel agricole, et en créant une nouvelle catégorie de personnes imposables. Le débat sur la privatisation du secteur agricole témoigne d'une des contradictions de la Révolution cubaine vis-à-vis des réformes économiques. Selon le gouvernement, la terre ayant été cédée en usufruit aux agriculteurs, l'État reste encore le propriétaire, ce qui n'altère pas le projet socialiste¹³⁶. Néanmoins, cette réforme bouleverse véritablement la structure de l'agriculture à Cuba puisque aujourd'hui les travailleurs en coopératives, libérés des contraintes étatiques, représentent 10 % de la population active et détiennent de 41 % des terres agricoles¹³⁷.

Nous pouvons également constater l'émergence du secteur privé avec la loi 77 du 5 septembre 1995, *la ley de la Inversión Extranjera*. En effet, cette loi a légalisé plusieurs types d'entreprises dont des entreprises à capital exclusivement étranger. L'article 12 de cette loi établit trois formes d'entreprises pour l'investissement étranger. La première est l'entreprise mixte, qui est définie comme une « compagnie marchande cubaine qui adopte la forme d'une société anonyme par des actions nominatives pour lesquelles participent

¹³⁴ Dilla, « Camarades et investisseurs : Cuba, une transition incertaine », 99.

¹³⁵ Carlos Tablada, « Les nouveaux agents économiques dans une société socialiste », dans Aurelio Alonso Tejada, dir, *Cuba : Quelle transition?* (Paris : L'Harmattan, 2001), 40.

¹³⁶ Carranza, Monreal et Gutierrez, « La petite et la moyenne entreprise à Cuba: le point de vue de trois économistes cubains », 104.

¹³⁷ The Economist, *Cuba: Country Profile 1999-2000*, 25.

un ou plusieurs investisseurs nationaux et un ou plusieurs investisseurs étrangers »¹³⁸. La seconde est le contrat d'association économique international, qui est un

pacte ou accord entre un ou plusieurs investisseurs nationaux et un ou plusieurs investisseurs étrangers, pour réaliser ensemble des actes propres à une association économique internationale, sans pour autant constituer une personne juridique¹³⁹.

L'entreprise à capital totalement étranger, entendue comme « entité marchande avec un capital étranger sans la participation d'un acteur national »¹⁴⁰, est la troisième et dernière forme d'entreprises légalisées ; celle-ci symbolise la présence d'entreprises privées à Cuba. D'après les informations du MINVEC, il y a actuellement 360 entreprises recevant des investissements étrangers. Plus d'une soixantaine relève du Ministère de l'industrie de base, premier secteur concerné par l'investissement. Le Ministère du tourisme en compte 59, et celui de la construction, 50¹⁴¹.

Le processus de perfectionnement des entreprises étatiques cubaines a été officiellement mis en route le 18 août 1992, par le décret-loi 187 sur *el Perfeccionamiento empresarial*. Il sous-entend une certaine privatisation de ces entreprises, constituant une des avancées les plus importantes du changement structurel opéré par le gouvernement¹⁴². En réalité le gouvernement veut faire des entreprises étatiques un modèle d'efficacité, de dynamisme et d'autonomie, tout en gardant le contrôle.

¹³⁸ Voir: Cuba, La Asamblea nacional del Poder Popular, *Ley de la Inversión Extranjera*, 5^e session du 5 septembre 1995, article 2 i, En ligne. < http://www.gacetaoficial.cu/liext_htm.htm> (page consultée le 20 février 2004) (traduction libre).

¹³⁹ *Ibid.*, article 2 g (traduction libre).

¹⁴⁰ *Ibid.*, article 2 h (traduction libre).

¹⁴¹ Voir: Cuba, Minsiterio de la Inversión Extranjera y de la Colaboración Económica, *Inversión Extranjera* En ligne <http://www.minvec.cu/i_organizaciones.asp> (page consultée le 10 mai 2004).

¹⁴² Artimus Kieffer, « Perfeccionamiento Empresarial : Entrepreneurial Perfectionism and the Cuban Tourism Industry », *Cuba in transition* 11 (2001), 350.

Un premier processus de perfectionnement avait déjà été mis en place en 1987, mais ayant été confié aux FAR, qui refusèrent l'adoption de l'économie de marché, il se révéla insatisfaisant. Et, en 1993, devant les pertes trop importantes des entreprises étatiques, le gouvernement préféra diminuer les subventions qu'il leur accordait¹⁴³.

Le nouveau processus de perfectionnement des entreprises cubaines doit respecter quatre principes : l'amélioration de l'efficacité et de la compétitivité des entreprises étatiques, la décentralisation du management, l'autosuffisance des entreprises et l'autonomie administrative. Ce processus est décidé au niveau national par *las Organizaciones Superiores de Dirección Empresarial* (dont les membres sont nommés par le Conseil des ministres) et, au niveau de l'entreprise, par *un Organo de Dirección Colectivo* (dont les membres sont nommés par les *Organizaciones Superiores de Dirección Empresarial*). Tous deux sont les interlocuteurs privilégiés entre le gouvernement et l'entreprise. Le processus se déroule en sept étapes : l'acceptation, le soutien et la participation des travailleurs (explication à la force de travail des intérêts du processus); un diagnostic de l'entreprise fait par « un groupe externe » (pour connaître les risques liés à l'entreprise); l'évaluation et l'acceptation du diagnostic par le gouvernement; le plan détaillé du processus appelé *el Expediente de Perfectionamiento Empresarial* (EPE), fait par l'entreprise; l'acceptation par le gouvernement du EPE, la mise en place du EPE et, enfin, la réalisation du EPE, suivie de son évaluation¹⁴⁴. Une nouvelle entité administrative, le Ministère de l'audit et du contrôle, est créé afin de diriger la dernière étape du processus. L'objectif du processus est de renforcer la

¹⁴³ Martías F. Travieso-Díaz, « Cuba's Perfectionamiento Empresarial Law : a Step towards Privatization? », *Cuba in Transition* 11 (2001), 273.

¹⁴⁴ *Ibid.*, 274-276.

discipline fiscale, de superviser et réguler les entreprises et de contrôler l'application de la politique de l'État¹⁴⁵.

En 2001, un millier d'entreprises d'État, soit 31 %, avait entamé ce processus, et seulement une centaine d'entre elles l'avaient terminé¹⁴⁶. Pour certains chercheurs, il est encore difficile de parler de privatisation, notamment à cause du manque de volonté du gouvernement qui agit de manière progressive et contrôlée¹⁴⁷. Cependant, d'autres auteurs considèrent que ce processus a porté ses fruits. Les entreprises, ayant achevé le EPE en 2001, ont enregistré une rentabilité supérieure de 10 % par rapport aux résultats de l'année précédente¹⁴⁸. Dans le secteur du tourisme, le EPE a permis la responsabilisation des entrepreneurs cubains, peu habitués à agir sous la contrainte budgétaire, et l'introduction des concepts d'efficacité et de rentabilité. Il a permis aussi le développement de l'industrie pétrolière, inexistante jusqu'en 1990¹⁴⁹.

Le processus a été appliqué à l'industrie du sucre, soumise à une vaste réforme due à un manque de rentabilité. En effet, le secteur sucrier s'est effondré après la disparition de l'URSS et, depuis, il a été affecté par les aléas climatiques et les fluctuations des cours mondiaux. Lancée en 2002, la réforme du secteur sucrier prévoyait la fermeture de 70 raffineries et la reconversion à de nouvelles activités d'un million d'hectares de terres¹⁵⁰.

¹⁴⁵ The Economist, *Cuba. Country Report, October 2003*.

¹⁴⁶ Travieso-Diaz, « Cuba's Perfeccionamiento Empresarial Law: a Step towards Privatization? », 279.

¹⁴⁷ *Id.*

¹⁴⁸ Kieffer, « Perfeccionamiento Empresarial: Entrepreneurial Perfectionism and the Cuban Tourism Industry », 350.

¹⁴⁹ *Id.*

¹⁵⁰ The Economist, *Cuba: Country Profile, August 2002*, 18-19.

2.2. La libéralisation des investissements étrangers et des échanges extérieurs.

Par la loi 77 sur l'investissement étranger de 1995, le gouvernement cubain a ouvert son économie aux investissements étrangers. Dans cette loi, il a affirmé sa « volonté de promouvoir et de motiver les investissements extérieurs »¹⁵¹. Mais cette volonté se manifestait déjà à travers différentes mesures qui avaient contribué à attirer des investissements de l'étranger à Cuba.

La loi 77 trouve, en effet, son origine dans le décret-loi 50 du 2 février 1982, relatif aux associations économiques entre entités cubaines et étrangères. Ce décret-loi autorisait déjà l'investissement étranger, mais dans un contexte très limité et contrôlé par le gouvernement. Ainsi, seulement une dizaine d'entreprises en partenariat avec les pays du CAEM, avait été créée à Cuba dans les années 1980. De plus, le flux de capitaux était resté faible et concentré sur le seul secteur du tourisme. Cette première autorisation avait donc peu modifié la structure des échanges de Cuba considérant le fait qu'elle s'inscrivait dans le cadre des tarifs préférentiels entre le CAEM et Cuba¹⁵².

Ce sont en réalité les mesures postérieures à 1993 et à la crise économique qui ont constitué les prémices de la future législation autorisant l'investissement étranger. Ainsi, la résolution 213, qui a dépénalisé la monnaie étrangère en 1993, a été suivie, le 14 août de la même année, d'une annonce du gouvernement cubain diminuant les restrictions relatives au retour des exilés. Cette mesure a eu pour objectif d'attirer les capitaux étrangers apportés par ces derniers. Les États-Unis ont réagi en renforçant l'embargo par la loi Helms-Burton en 1996. Dans la logique de l'embargo économique, ils ont limité à

¹⁵¹ Cuba, *Ley de la Inversión extranjera*, article 1 (traduction libre).

¹⁵² The Economist, *Cuba : Country Report 1995*.

\$ 300.00 par trimestre le montant d'argent que leurs citoyens pouvaient envoyer à Cuba et ont plafonné les dépenses des touristes américains à Cuba à \$ 100.00 par jour¹⁵³.

Le gouvernement cubain a autorisé ensuite les banques étrangères à ouvrir leurs propres bureaux à Cuba¹⁵⁴. Dès 1996, onze banques étrangères principalement françaises, espagnoles, néerlandaises, canadiennes et caribéennes étaient représentées : « ING Bank, Netherland Carribeans Bank, Havana International Bank of London, Banco Exterior de Cuba, National Bank of Canada, Banco Bilbao Vizcaya, Transabank SAG, Société générale, Banco Sadabell of Barcelona »¹⁵⁵.

La nouvelle loi de 1995 n'a fait que concrétiser et légaliser l'investissement étranger. Elle a approuvé, rétroactivement, l'ouverture des secteurs de l'économie qui avait eu lieu depuis le démantèlement du CAEM¹⁵⁶. Ainsi, on comptait déjà 180 coentreprises en janvier 1995, alors que la loi a été votée en septembre. Si une trentaine de coentreprises a été établie dans le secteur du tourisme, Cuba a réussi également à diversifier les domaines d'investissement. Ainsi, l'agriculture, le minerai, l'industrie légère et lourde, la construction matérielle et les télécommunications ont été ouverts aux capitaux étrangers. Le Canada est devenu alors le principal partenaire pour l'exploitation du nickel par des accords avec la Sherritt International of Canada. La coentreprise, créée entre l'entreprise cubaine Eteca et la mexicaine Damos, a fait du Mexique son principal partenaire dans le secteur des télécommunications¹⁵⁷. La loi 77 a également aménagé plusieurs dispositifs pour multiplier les capitaux étrangers, tels que la mise en place de bureaux de change, *las Cadecas*, et l'automatisation du réseau bancaire. Par ailleurs, elle

¹⁵³ The Economist, *Cuba : Country Report, Fourth Quarter, 1993*, 12.

¹⁵⁴ Escaith, « Cuba pendant la période spéciale: ajustement ou transition? », 62.

¹⁵⁵ The Economist, *Cuba : Country Report, First Quarter, 1996*, 12.

¹⁵⁶ Habel, « Cuba, une transition à haut risque », 17.

¹⁵⁷ The Economist, *Cuba : Country Profile, 1995-1996*.

a légalisé la possibilité pour les exilés cubains d'investir à Cuba -alors que les Cubains continuent de se voir refuser ce droit chez eux.

Néanmoins, le gouvernement cubain a établi un certain nombre de limites aux investissements. Tout d'abord, la loi a subordonné l'investissement étranger à l'accord préalable du gouvernement. En effet, chaque apport de capital extérieur doit obtenir une acceptation *del Ministerio de la Inversión Extranjera y de la Colaboración Económica*, le MINVEC, qui a été spécifiquement créé à cet effet lors de la réorganisation de l'administration centrale en 1994¹⁵⁸. Cependant, cet accord doit dans certains cas être obtenu auprès du Conseil d'État (article 21), organe exécutif le plus haut de l'administration cubaine, présidé par Fidel Castro. Le Conseil d'État doit en particulier donner son accord lorsque le capital investi est supérieur à 10 millions de dollars, lorsque les domaines concernés sont des services publics (communication, aqueducs, électricité, transport), lorsque le capital appartient à un autre État ou lorsque le secteur investi correspond à l'exploitation d'une ressource naturelle. Enfin, toutes les entreprises au capital 100 % étranger, quelque soit le domaine investi, doivent elles aussi être soumises à son accord préalable¹⁵⁹. La seconde limite, prévue dans l'article 10, a interdit l'investissement étranger dans les secteurs de la défense, de la sécurité nationale, de la santé publique et de l'éducation¹⁶⁰. La troisième et dernière condition a exigé de chaque investissement qu'il soit un apport consistant, soit par un transfert de nouvelles technologies, soit par une contribution de capital ou de marchés pour l'exportation¹⁶¹.

¹⁵⁸ Voir: Cuba, Consejo del Estado, *Decreto-ley 147 de la reorganización de los organismos de la Administración central del Estado*, 21 avril 1994, En ligne. <<http://www.min.cult.cu/legislacion/documentos/decretoley147.html>> (page consultée le 20 février 2004).

¹⁵⁹ Cuba, *Ley de la Inversión extranjera*, article 21.

¹⁶⁰ *Ibid.*, article 10.

¹⁶¹ *Ibid.*, article 19.

Cette loi autorisant les investissements étrangers a été suivie par le décret-loi 165 du 6 juin 1996 sur *las Zonas Francas y los Parques Industriales*, qui a contribué à la libéralisation des échanges en autorisant la création de zones de libre-échange et de parcs industriels à Cuba. En réalité, leur création a été prévue par la loi 77, mais leur réglementation a été repoussée à plus tard. Ce décret-loi stipule qu'une zone franche est :

un espace du territoire national, délimité dûment, sans population dedans, de libre importation et d'exportation de biens déliés de la démarcation douanière, et dans lequel se réalisent des activités industrielles, commerciales, technologiques et de service¹⁶².

Les parcs industriels sont définis comme « un espace du territoire national avec les caractéristiques analogues aux zones franches, mais dans lequel prédominent des activités industrielles et les prestations de service nécessaires à celles-ci »¹⁶³. Ces parcs industriels et ces zones franches bénéficient de règles spécifiques par rapport « aux systèmes douaniers, bancaires, fiscaux, de travail, de migration et d'ordre public, moins onéreuses et moins rigides que les règles communes et ordinaires »¹⁶⁴. L'autorisation de créer des zones franches ou des parcs industriels relève du Conseil d'État, et le reste de la réglementation, du contrôle et de l'organisation revint au MINVEC¹⁶⁵. Depuis, quatre sites ont été créés : le port de Mariel, l'aéroport de la Havane, la baie de Cienfuegos et l'aire de la Havane-in-bond¹⁶⁶.

Ces mesures relatives à la libéralisation des échanges extérieurs, et notamment des investissements étrangers ont permis l'intégration de Cuba dans l'économie

¹⁶² Voir: Cuba, *Conselo del Estado, decreto-ley 165 de las zonas francas y parques industriales*, 6 juin 1996, article 2. En ligne <http://www.adelante.cu/oportunidad/legisl/zonas_francas.htm> (page consultée le 20 février 2004) (traduction libre).

¹⁶³ *Id* (traduction libre).

¹⁶⁴ *Id* (traduction libre).

¹⁶⁵ *Ibid.*, article 3.

¹⁶⁶ The Economist, *Cuba: Country Report, third quarter*, 1996, 11.

internationale¹⁶⁷. D'une part, elles sont à l'origine d'une forte augmentation des investissements étrangers. Selon les estimations de la CEPAL, les investissements étrangers directs, qui se chiffraient à 5 millions de dollars en 1995, ont atteint 556 millions de dollars en 2001¹⁶⁸. En second lieu, ces mesures ont contribué à la diversification des partenaires commerciaux de Cuba. L'Europe demeure son premier partenaire économique mais la Russie n'est plus son partenaire privilégié¹⁶⁹. Elle reste cependant le premier pays importateur de la production cubaine mais son importance diminue profondément puisqu'elle n'en achète plus qu'un quart, alors qu'elle en achetait les trois quarts avant l'effondrement du bloc de l'Est. L'Espagne investit dans 99 entreprises, ce qui fait d'elle le premier pays investisseur en termes du nombre d'entreprises¹⁷⁰. Par ailleurs, d'autres pays d'Europe occidentale, dont les Pays-Bas, l'Italie et la France, sont placés parmi les premiers partenaires commerciaux de Cuba. L'Amérique, malgré l'embargo des États-Unis, est devenu son second partenaire commercial grâce aux échanges importants avec le Canada et le Mexique. Par ailleurs, le Canada est actuellement le deuxième pays investisseur en nombre d'entreprises avec un investissement dans 54 entreprises¹⁷¹ et fait partie des premiers pays d'exportation. Enfin, Cuba a pu également diversifier sa production. En 2001, le sucre ne représente plus que la moitié de ses exportations, car désormais Cuba exporte également du nickel, des cigares et des produits de la mer¹⁷².

¹⁶⁷ The Economist, *Cuba: Country Profile 2002-2003*.

¹⁶⁸ CEPAL, *Estudio Económico de América Latina y el Caribe, 2002-2003*, (Santiago de Chili: United Nations, 2003), 206.

¹⁶⁹ The Economist, *Cuba: Country Profile 2002-2003*.

¹⁷⁰ Voir: Cuba, *Ministerio de la Inversión y de la Colaboración extranjera* En ligne <<http://www.minvec.cu>> (page consultée le 10 mai 2004).

¹⁷¹ Cuba, *Ministerio de la Inversión y de la Colaboración extranjera*.

¹⁷² The Economist, *Cuba: Country Profile 2002-2003*.

2.3. La restructuration de la fonction publique et du marché financier.

Dans le décret-loi 147 du 21 avril 1994, sur *la Reorganización de los Organismos de la Administración Central del Estado*, le gouvernement cubain a procédé à une restructuration radicale de la fonction publique. L'objectif du décret-loi a été de remanier l'administration publique cubaine qui a été mise à mal après plusieurs problèmes de corruption. Cette restructuration a consisté en l'abolition d'une quinzaine de Comités, remplacés par des Ministères aux compétences plus larges. Les plus importants ont été le Ministère des finances et des prix, le Ministère de l'économie et de la planification, le Ministère du tourisme. C'est à cette occasion que le MINVEC a été créé, en remplacement du Comité de Collaboration économique, avec l'objectif de contrôler le développement des investissements étrangers¹⁷³. La restructuration de la fonction publique a été aussi marquée par une réforme de l'organisation judiciaire dans la loi 83 sur la *Fiscalía General de la República* du 11 juin 1997¹⁷⁴.

La réorganisation du marché financier cubain a aussi contribué au processus d'ajustement structurel. Le conseil d'État cubain a donc pris deux mesures, soit les décrets-lois 172 et 173 du 28 mai 1997, qui ont mis en place un processus de régulation du système bancaire et financier.

Tout d'abord, le décret-loi 172, *Del Banco Central de Cuba*, stipule la création d'une nouvelle banque, la Banque Centrale de Cuba (BCC), qui se substitue à l'ancienne

¹⁷³ Consejo de Estado, *Decreto-ley 147, de la Reorganización de los Organismos de la Administración del Estado*.

¹⁷⁴ Voir: Cuba, Asamblea Nacional del Poder Popular de la República de Cuba, *la ley 83 fiscalía General*, IX Periodo ordinario, 11 juillet 1997 En ligne. <http://www.gacetaoficial.cu/lfgr_hm.htm> (page consultée le 20 février 2004).

BNC¹⁷⁵. L'un des objectifs de ce décret-loi est la modernisation du système bancaire. Pour cela, l'informatisation et la mise en réseau ont été aménagées, ainsi que la création d'un système de chèques et de cartes de crédit pour les comptes courants en dollars. La nouvelle réglementation est aussi marquée par une volonté de libéraliser et de réguler le système bancaire¹⁷⁶. À cet égard, la nouvelle banque se voit attribuer des prérogatives sur le contrôle monétaire ainsi qu'une autonomie dont ne jouissait pas l'ancienne BNC. En effet, la BCC est chargée de veiller à la défense de la monnaie, de superviser et de réguler le nouveau système bancaire restructuré. De plus, elle contrôle les nouvelles banques commerciales¹⁷⁷, nationales et étrangères, *las cadecas*, les zones franches et les parcs industriels. Cette réforme s'opérant dans le cadre d'une décentralisation, la BCC bénéficie d'une plus grande autonomie que la BNC¹⁷⁸. Ainsi, elle possède une autonomie organique, une personnalité juridique indépendante, un patrimoine propre, et couvre ses dépenses sans répondre d'obligations envers l'État¹⁷⁹.

La restructuration du réseau financier a été définie dans le décret-loi 173, *De los Bancos e Instituciones Financieras no Bancarias*, voté au même moment que le décret-loi 172. Il étend le rôle et le contrôle de la BCC aux institutions financières et à l'ouverture des bureaux de représentation étrangers¹⁸⁰.

¹⁷⁵ Voir : Cuba, Consejo del Estado, *Decreto-ley 172 Del Banco Central de Cuba*, le 28 mai 1997 En ligne. <<http://www.bc.gov.cu/Espanol/Leyes/LEY173.pdf>> (page consultée le 20 février 2004).

¹⁷⁶ Armando S. Linde, « The Effectiveness of Cuba's Banking Sector Reforms », *Cuba in Transition* 9 (1999), 19.

¹⁷⁷ Les nouvelles banques commerciales sont: el Banco Nacional de Cuba, el Banco del Crédito y del Comercio, el Banco exterior de Cuba, el Banco Internacional del Comercio, el Banco Agrícola Industrial y de Comercio, el Banco Financiero Internacional, el Banco Popular de Ahorro, el Banco de inversiones, el Banco Metropolitano. The Economist, *Cuba: Country Report, third quarter, 1996*, 21-22.

¹⁷⁸ Linde, « The Effectiveness of Cuba's Banking Sector Reforms », 17.

¹⁷⁹ The Economist, *Cuba: Country Profile 1997-98*, 10.

¹⁸⁰ Voir: Cuba, Consejo del Estado, *El decreto ley 173 sobre los Bancos e Instituciones Financieras no Bancarias*, le 28 mai 1997 En ligne <<http://www.bc.gov.cu/Espanol/Leyes/LEY173.pdf>> (page consultée le 20 février 2004).

Dans ce troisième chapitre, nous avons présenté les différentes réformes économiques entreprises par le gouvernement de Fidel Castro depuis la crise économique des années 1990. Nous avons classé ces réformes en deux séries de mesures : la première s'apparente aux mesures de stabilisation néolibérale et a pour effet de stabiliser l'économie de manière relative; la seconde révèle certains changements structurels. Si Cuba n'a pas atteint l'objectif de l'ajustement structurel en devenant une économie compétitive sur le plan international, elle s'est intégrée au système économique international en attirant de plus en plus les investisseurs étrangers, en développant un secteur privé et en procédant à une régulation du marché bancaire et financier. Maintenant, il s'agit de savoir quelles sont les spécificités de cette politique économique et ses conséquences.

CHAPITRE 4

CONSÉQUENCES ET FINALITÉ DES RÉFORMES ÉCONOMIQUES À CUBA

Dans ce quatrième chapitre, nous allons mettre en lumière les spécificités du processus d'ajustement économique mis en place par le gouvernement cubain depuis 1993. Dans un premier chapitre, nous avons constaté que Cuba se présentait comme une des exceptions au mouvement de double transition des pays autoritaires capitalistes ou communistes vers la démocratie et l'économie de marché. Cependant, affaiblie par une crise économique au début des années 1990 à la suite de la disparition du bloc soviétique et du renforcement de l'embargo, Cuba a mis en place une série de réformes économiques libérales à partir de 1993. Nous avons démontré, dans les deux chapitres précédents, que ces réformes économiques peuvent être assimilées à des réformes néolibérales, dans la mesure où le gouvernement a instauré une politique de stabilisation et a procédé à des ajustements structurels, marqués par de nombreuses spécificités.

Dans ce quatrième et dernier chapitre, nous étudierons d'abord les deux principales conséquences des réformes sur le système politique, économique et social à Cuba. Nous montrerons qu'elles sont à l'origine d'une augmentation des inégalités et d'un déclin du contrôle du gouvernement sur l'économie. Ensuite, nous verrons que la finalité du processus n'est pas, pour l'État cubain, la transition vers l'économie de marché, mais la défense du socialisme qui s'illustre par la participation de la population cubaine à la prise de décision, le refus de réduire les dépenses sociales, les contraintes inhérentes aux nouvelles législations et la mise en place progressive des réformes; tout ceci favorisant l'acceptation par la population des réformes économiques sans contestation politique.

1. Les conséquences des réformes.

L'étude des conséquences des réformes économiques à Cuba nous amène à mettre en lumière deux points importants propres à la transition vers l'économie de marché : l'augmentation des inégalités sociales et le déclin du rôle de l'État dans l'économie.

1.1. L'augmentation des inégalités sociales.

1.1.1. L'accès aux dollars.

Les réformes économiques ont divisé la population cubaine entre ceux qui ont accès aux dollars américains et ceux qui n'y ont pas accès. Cette disparité est apparue lorsque le dollar a été dépénalisé par le décret-loi 213 d'août 1993. Par la suite, plusieurs des réformes mises en place par le gouvernement ont permis à certains citoyens d'accumuler des dollars, amplifiant les écarts de revenus entre les bénéficiaires de la « *dollar-oriented economy* » et les citoyens encore soumis à l'économie socialiste¹⁸¹.

Bien que l'ensemble des auteurs reconnaissent ce fait, nous nous réfèrerons à Juana Elvira Suárez Conejero qui a analysé les stratégies permettant de s'enrichir à Cuba. Forte de sa nationalité cubaine, cette auteure nous semble être une référence pertinente pour décrire une réalité quotidienne de Cuba. Elle distingue les stratégies légales des stratégies illégales. Les premières sont le cumul de deux emplois (étatiques ou privés), la recherche d'un emploi officiel généreusement rémunéré en espèces ou en nature dans le secteur privé ou mixte, la recherche de contrats de travail temporaires à l'étranger et le soutien de

¹⁸¹ Ritter, « The Cuban Economy in the Mid-1990s: Structural/Monetary Pathology and Public Policy », 157.

parents ou d'amis résidents à l'étranger. Les secondes sont les ventes sur le marché noir, le vol, le proxénétisme et la prostitution¹⁸². D'après cette auteure, ce sont surtout les travailleurs de l'industrie touristique ou les employés des entreprises étrangères qui ont accès à l'économie du dollar, grâce aux pourboires régulièrement donnés par les touristes et aux privilèges offerts par l'employeur¹⁸³. D'après les estimations de la CEPAL, les revenus en dollars proviennent à 60 % des *remesas*, à 19 % des ventes privées, à 19 % des marchés de change et seulement à 2 % des primes et stimulants¹⁸⁴.

Nous nous appuyons sur les enquêtes de terrain qui estiment que la moitié de la population vit avec une somme supérieure au revenu officiel du travailleur cubain équivalent à \$ 15.00 par mois. Selon ces estimations, il faut avoir au moins \$ 25.00 par mois pour survivre à Cuba¹⁸⁵. Ces chiffres témoignent de la nécessité pour les Cubains d'obtenir des dollars pour vivre. Depuis la légalisation du dollar, les réformes économiques ont engendré deux économies, une en pesos et une en dollars : les dollars américains et les pesos convertibles peuvent acheter les pesos nationaux mais ces derniers ne peuvent pas acheter les dollars. « Le dollar est devenu roi à Cuba »¹⁸⁶, car les biens disponibles en pesos cubains, la monnaie officielle du travailleur, sont limités : ce sont principalement les produits agricoles fabriqués à Cuba (riz, maïs, tubercules, racines, bananes, oignons, ail, fruits et légumes, fleurs, œuf, pain, porc, lapin, poisson¹⁸⁷), les

¹⁸² Juana Elvira Suárez Conejero, « L'espace social cubain et le secteur économique mixte et privé », dans François Houtart, dir., *Socialisme et Marché : Chine, Vietnam, Cuba* (Paris : L'Harmattan, 2001), 237.

¹⁸³ Voiture fournie par l'entreprise, résidence de vacances réservée, voyage à l'étranger, bons pour des chats en dollars, passe-droits.

¹⁸⁴ Rémy Herrera et Paulo Nakatani, « La Dollarisation cubaine : Éléments de réflexion pour une dé-dollarisation », *Cahiers de la MSE* 90 (2002), 20-22.

¹⁸⁵ Trumbull, « Economic Reforms and Social Contradictions », 313.

¹⁸⁶ Habel, « Cuba, dix ans après la chute du mur », 37.

¹⁸⁷ Douzant-Rosenfeld, « Les défis des réformes dans l'agriculture cubaine », 161-179.

transports en commun, les services publics et quelques loisirs, comme le cinéma¹⁸⁸, mais le reste s'obtient avec des dollars.

1.1.2. Les inégalités sociales.

Les inégalités sociales résultent de la plus ou moins grande accessibilité des dollars. La possession de dollars permet d'acheter des produits plus luxueux, de voyager dans de meilleures conditions, d'avoir un train de vie plus agréable. Sans entrer dans le débat sur l'existence des classes sociales à Cuba, nous souhaitons mettre en évidence l'accroissement de la différenciation des conditions matérielles de la population. En effet, les Cubains se divisent en deux groupes « qui mangent dans des restaurants différents, qui font leurs achats dans des boutiques différentes, qui boivent des bières différentes et qui portent des vêtements différents »¹⁸⁹. Les *macetas* (littéralement les pots de fleurs) sont ceux qui bénéficient le plus de l'économie en dollar : ce sont ces nouveaux riches qui peuvent « acheter de la bière et partir à la plage le dimanche »¹⁹⁰. Il est difficile d'obtenir des données empiriques sur l'émergence de cette classe aisée dans ce pays communiste, mais les estimations supposent qu'elle représente 10 % de la population¹⁹¹.

Les chercheurs cubains ont raison de tempérer cette critique de l'accroissement des inégalités sociales à Cuba par une comparaison avec les autres pays d'Amérique latine où l'application du néolibéralisme a engendré une augmentation des inégalités sociales et de

¹⁸⁸ Trumbull, « Economic Reforms and Social Contradictions », 313.

¹⁸⁹ *Id.*

¹⁹⁰ Joaquim Ibarz, « Au bonheur des nouveaux riches », *Courrier International* (Paris), 25-31 juillet 2002, 25.

¹⁹¹ Chiffre calculé en fonction des dépôts bancaires dont les 80 % sont détenus par 12 % de la population. Languepin, *Cuba, la Faillite d'une utopie*, 172.

la pauvreté plus dramatique qu'à Cuba¹⁹². Leur position est confirmée par les données empiriques du Programme de Développement des Nations Unies (PNUD) et de la CEPAL. D'une part, le PNUD confirme que l'indice de pauvreté à Cuba est un des moins élevés des pays en développement (5e rang), et un des moins élevés parmi les pays des Caraïbes (2e après la Barbade)¹⁹³. D'autre part, la CEPAL constate que son indice de mortalité infantile est le plus faible des Caraïbes et félicite les moyens mis en place à Cuba pour solutionner la malnutrition¹⁹⁴.

1.1.3. Les contradictions sociales.

Les réformes économiques sont aussi à l'origine de multiples contradictions sociales au regard de l'idéologie de la Révolution cubaine. L'une d'entre elles relève des inégalités de revenus et de conditions matérielles de vie que nous venons d'étudier. Une autre contradiction concerne les aspirations professionnelles des Cubains. Ce sont surtout les auteurs cubains qui regrettent ce phénomène, car il traduit une dégénérescence de leur système social. En effet, les demandes d'emploi dans le secteur du tourisme se sont multipliées, car ces postes génèrent des revenus en dollar et exigent peu de qualifications, alors que les secteurs sociaux plus utiles mais payés en pesos sont désertés¹⁹⁵. Les auteurs cubains appellent ce phénomène la « pyramide sociale inversée » et dénoncent cette différenciation des revenus¹⁹⁶. Les détracteurs de Fidel Castro, quant à eux, insistent sur les effets pervers de l'industrie touristique, qui encourage le développement de la

¹⁹² Angéla Ferriol Murruaga, « La réforme économique de Cuba durant les années 1990 », dans François Houtart, dir., *Socialisme et marché : Chine, Vietnam, Cuba*, (Paris : L'Harmattan, 2001), 225.

¹⁹³ PNUD, *Human Development Report 2003* (New York : Oxford University Press), 245.

¹⁹⁴ 95 % de la population a accès à l'eau potable et la sécurité alimentaire est la meilleure des Caraïbes. CEPAL, *Poverty and Social Integration in the Caribbean* (Santiago du Chili : United Nations, 2000), 5.

¹⁹⁵ Suárez Conejero, « L'espace social cubain et le secteur économique mixte et privé », 236.

¹⁹⁶ Osvaldo Martínez, « Cuba dans le contexte de l'économie mondiale », dans François Houtart, dir., *Socialisme et marché : Chine, Vietnam, Cuba*, (Paris : L'Harmattan, 2001), 177.

prostitution, du trafic des drogues et de la criminalité en permettant un accès rapide et facile aux dollars¹⁹⁷. Leurs estimations portent à 20 000 le nombre de prostituées et reprochent au gouvernement de tolérer leur présence afin de se décharger d'une partie du chômage¹⁹⁸. Néanmoins, les études de la CEPAL ne font pas état d'une augmentation significative de la criminalité à Cuba, ni de sa présence démesurée¹⁹⁹. En réalité, il s'agit là d'une petite délinquance que le gouvernement autoritaire a toujours su contrôler par le biais des comités de défenses de la Révolution (CDR), les organisations de quartiers chargées d'assurer la sécurité.

1.2. Le déclin du rôle de l'État dans l'économie.

1.2.1. Le recul dans l'agriculture et dans le tourisme.

L'État n'est plus l'unique employeur à Cuba. Alors qu'en 1989, 95 % des emplois provenaient de l'État, ce pourcentage est aujourd'hui de 75 %²⁰⁰. Ce déclin témoigne de l'émergence d'un secteur non étatique qui comprend les paysans des UBPC et les travailleurs indépendants, en particulier dans le secteur touristique. En ce sens, Suárez Conejero remarque le recul du secteur public et le fait que « l'État a cessé d'être la seule source de satisfaction des besoins des citoyens »²⁰¹.

Deux réformes ont atténué le contrôle de l'État sur le secteur agricole : la création des UBPC, en 1993, et l'autorisation des marchés libres en 1994. L'État ne contrôle plus ni la totalité de la propriété des terres agricoles, la moitié d'entre elles appartenant

¹⁹⁷ Trumbull, « Economic Reforms and Social Contradictions », 312.

¹⁹⁸ Charles Trumbull, « Prostitution and Sex Tourism in Cuba », *Cuba in Transition* 11 (2001), 358.

¹⁹⁹ CEPAL, *Poverty and Social Integration in the Caribbean*, 15-19.

²⁰⁰ Voir: Annexe, Tableau 5, *Répartition du nombre de travailleurs en fonction de leur employeur à Cuba par millions de travailleurs en valeur absolue et en pourcentage en 1989 et en 2001*, 101.

²⁰¹ Suárez Conejero, « L'espace social cubain et le secteur économique mixte et privé », 238.

désormais aux agriculteurs organisés en coopératives, ni l'ensemble des activités de production, les travailleurs des coopératives, qui représentent 10 % de la population active, ayant maintenant le droit de gérer et de distribuer leur production de manière autonome. D'autre part, les auteurs cubains observent que le recul de la bureaucratie dans ce secteur a permis aux agriculteurs de développer un réel pouvoir sur leur production²⁰². Notre argumentation est confirmée par l'attitude du gouvernement, qui a assoupli en 1998 sa législation en accordant aux producteurs des coopératives la possibilité d'augmenter leur marge de bénéfices²⁰³.

Le recul du contrôle de l'État sur l'économie est perceptible également dans le secteur du tourisme, qui s'est considérablement développé au cours de ces dix dernières années. Officiellement, l'État emploie 100 000 personnes dans l'hôtellerie, soit 2,5 % de la population active²⁰⁴. Mais l'industrie touristique génère des revenus -et des devises étrangères- que le gouvernement n'est pas en mesure de contrôler. Ainsi, l'autorisation du travail indépendant, et en particulier l'octroi de licences pour les activités de services, permet à 4 à 8 % de la population active d'être payée sans l'intermédiaire du gouvernement²⁰⁵. De plus, il y a les revenus tirés du tourisme formel, comme les pourboires, et ceux issus du tourisme informel, tel que le tourisme sexuel et la prostitution²⁰⁶. Enfin, le gouvernement est également concurrencé par d'autres acteurs étrangers qui détiennent 20 % de cette industrie²⁰⁷.

²⁰² *Id.*

²⁰³ The Economist, *Cuba: Country Profile 2002-2003*.

²⁰⁴ *Id.*

²⁰⁵ Pour l'analyse du pourcentage des travailleurs indépendants, voir le chapitre 3 du mémoire, 52.

²⁰⁶ Trumbull, « Prostitution and Sex Tourism in Cuba », 358.

²⁰⁷ *Id.*

1.2.2. Une nouvelle catégorie d'acteurs économiques.

L'accès à des emplois ou activités qui procurent des dollars a créé une nouvelle élite sociale à Cuba. Haroldo Dilla approfondit cette analyse des conséquences des réformes économiques par le constat de l'émergence d'un bloc technico-patronal²⁰⁸. Ce nouveau bloc social serait composé de trois ensembles. Le premier est lié aux investissements étrangers et se compose « des chefs d'entreprises et gérants nationaux qui partagent des expériences vitales, des modes de vie et des aspirations substantiellement différentes du reste de la population »²⁰⁹. Le second réunit les « chefs d'entreprises étatiques, qui ont gagné des positions avantageuses sur le marché mondial et par conséquent des capacités d'autonomie, (...) qui sont plus préoccupés d'obtenir le maximum de gains que des considérations politiques »²¹⁰. Le troisième bloc est plus difficile à délimiter, car il inclut les Cubains ayant accumulé « des grosses sommes d'argent souvent en dollars et parfois de manière illicite, comme les paysans aisés, les intermédiaires commerciaux et les prestataires de service »²¹¹.

Bien que la définition du bloc technico-patronal soit large, et que la distinction entre le premier et le second ensemble soit vague, l'émergence de ce bloc est reconnue par les chercheurs cubains, mais aussi par plusieurs chercheurs occidentaux²¹². Elle s'inscrit également dans le cadre de l'accroissement des inégalités sociales, conséquence immédiate des réformes économiques. Le point important que souligne Dilla est l'influence que pourrait avoir le bloc technico-patronal sur le « recyclage des élites »²¹³ à

²⁰⁸ Dilla, « Camarades et investisseurs : Cuba, une transition incertaine », 85.

²⁰⁹ *Ibid.*, 90.

²¹⁰ *Id.*

²¹¹ *Ibid.*, 90-91.

²¹² Douglas Hamilton, « Whither Cuban Socialism? The Changing Political Economy of the Cuban Revolution », *Latin American Perspectives* 29 (2002), 27.

²¹³ Dilla, « Camarades et investisseurs : Cuba, une transition incertaine », 90.

Cuba grâce à son potentiel de déstabilisation. Suárez Conejero parle également de l'émergence d'un groupe de « dirigeants-entrepreneurs »²¹⁴, mais elle ne lui accorde pas un pouvoir de changement aussi grand, considérant que ces nouveaux acteurs agissent au nom de l'État. C'est le gouvernement, en effet, qui sélectionne les futurs dirigeants des entreprises étatiques, ce qui lui permet de les contrôler. Néanmoins, ces dirigeants-entrepreneurs peuvent s'opposer au gouvernement et à ses valeurs socialistes, au risque d'affaiblir fortement l'État cubain, et auront un rôle important à jouer dans l'après-Castro.

1.2.3. La décentralisation.

En 2001, la revue *The Economist* constatait que la décentralisation se poursuivait dans les entreprises étatiques²¹⁵. Cette décentralisation est avant tout assimilée au processus de perfectionnement des entreprises étatiques. En effet, l'État a fait de la décentralisation du management un des quatre principaux objectifs du perfectionnement. La décentralisation se traduit par l'établissement, par les entrepreneurs, de leur propre politique, de leurs propres principes et de leur propre fonctionnement, indépendamment des directives du gouvernement²¹⁶. En 2001, la décentralisation était déjà effective dans une centaine d'entreprises étatiques. De plus, le processus de EPE ayant été entamé par plus d'un millier de ces entreprises étatiques, la décentralisation se poursuit au détriment du contrôle du gouvernement²¹⁷. D'ailleurs, ce dernier a, de lui-même, contribué à la

²¹⁴ Suárez Conejero, « L'espace social cubain et le secteur économique mixte et privé », 240-241.

²¹⁵ *The Economist*, *Cuba : Country Profile, 2002-2003*.

²¹⁶ Travieso-Díaz, « Cuba's Perfeccionamiento Empresarial Law: a Step towards Privatization? », 274-276.

²¹⁷ *Ibid.*, 279.

réduction de son autorité en diminuant de moitié les subventions aux entreprises entre 1993 et 2001²¹⁸.

Une décentralisation a aussi été opérée lors de la restructuration de l'administration. Dans le décret-loi de 1994, le gouvernement a réorganisé la fonction publique en multipliant le nombre de ministères dont les compétences ont été augmentées. De plus, il a réglementé les marchés financiers et bancaires, ce qui a permis la création de la BCC en 1998. Celle-ci s'est substituée à l'ancienne BNC, et ses compétences, ainsi que son autonomie, ont été accrues²¹⁹. Par ailleurs, son gouverneur, Francisco Soberón, nommé par le Conseil d'État, affiche une position favorable aux réformes économiques et à la libéralisation de l'économie²²⁰.

Force est de constater que plusieurs changements sociaux et économiques sont apparus depuis la mise en place des réformes économiques par le gouvernement cubain. Néanmoins, ces modifications demeurent relatives, car le rôle du gouvernement de Fidel Castro continue à être important.

2. Le rejet de la transition vers l'économie de marché.

La finalité des réformes pour l'État cubain est d'adapter son économie au système économique international, tout en préservant le socialisme révolutionnaire. C'est pourquoi le gouvernement a procédé à un renforcement idéologique et à un contrôle de la mise en place des nouvelles législations. Ce contrôle s'illustre par certains choix qui

²¹⁸ Voir, Annexe, Tableau 3, *Évolution des finances publiques à Cuba, en millions de pesos à prix constant de 1990 à 2002*, 100.

²¹⁹ Pour les principes de la restructuration, voir les explications dans le chapitre 3, 56.

²²⁰ Languépin, *Cuba, la faillite d'une utopie*, 243.

distinguent Cuba des autres pays. En effet, le gouvernement a choisi d'intégrer la population au processus de décision, de refuser de diminuer les charges sociales, d'imposer une série de contraintes et de procéder à une mise en place graduelle du *timing* des réformes.

2.1. La finalité des réformes et le contrôle de l'État.

2.1.1. La finalité des réformes économiques.

Lors des premières réformes en 1993, le gouvernement cubain n'a pas annoncé officiellement une transition vers l'économie de marché. En revanche, le PCC a défini les réformes économiques comme « une transition au socialisme »²²¹, mais un socialisme « adapté aux nouvelles conditions par le biais de nouvelles stratégies »²²². Ces nouvelles conditions font référence à la notion de Période Spéciale en temps de paix, qui renvoie à la crise économique du début des années 1990. L'expression en temps de paix fait référence à la relation entre les États-Unis et Cuba car, pour Cuba, l'embargo et l'agressivité de la politique américaine constituent une menace d'invasion américaine sur l'île. C'est pourquoi le gouvernement doit mettre en œuvre une politique économique spéciale pour « sauver la Révolution et non pas pour la transformer »²²³.

Le courant d'auteurs hostiles au gouvernement communiste de Fidel Castro rapporte que ce rejet officiel de la transition vers l'économie de marché reflète l'immobilisme du gouvernement actuel et la négation de la libéralisation politique. Ainsi,

²²¹ Valdés Paz « Le système politique cubain au cours des années 1990 : réflexion sur la continuité et le changement », 134.

²²² *Id.*

²²³ Perez-Stable, « The Invisible Crisis: the Exhaustion of Politics in 1990's Cuba », 33.

Marifeli Pérez-Stable nous rapporte qu'en 1997, après le vote de la loi autorisant l'ouverture aux investissements étrangers, Fidel Castro s'est montré hostile à une transition à l'économie de marché en déclarant que « la Révolution est notre religion. Il n'y aura pas de transition au capitalisme »²²⁴. De même, Susan Eckstein avance que Castro a rejeté toute idée d'une privatisation de masse et a affirmé que les réformes entreprises étaient conformes aux principes du socialisme²²⁵. En effet, le gouvernement cubain continue à affirmer son rejet du libéralisme : en juillet 2002, l'Assemblée nationale a voté à l'unanimité l'irrévocabilité de la nature socialiste du régime cubain²²⁶. Par ailleurs, après un voyage en Chine en 2003, Fidel Castro se serait séparé d'une partie des hommes politiques favorables aux changements économiques²²⁷. Néanmoins, il nous paraît discutable de penser, à l'instar de Carlos Mantaner, que cette attitude radicale du gouvernement de Fidel Castro augure un retour au socialisme²²⁸.

Cette position nous semble discutable dans la mesure où il existe réellement un courant favorable aux réformes économiques et à une transition à l'économie de marché au sein même du gouvernement. Ce courant est dirigé par Carlos Lage, dont la fonction de secrétaire du Comité exécutif du Conseil des Ministres lui a conféré un rôle important dans l'orientation des changements économiques²²⁹. Le courant réformiste est également composé de Francisco Soberón, le gouverneur de la BCC, qui agit en faveur d'une plus

²²⁴ *Ibid.*, 32-33.

²²⁵ Eckstein, « The limits of Socialism in a Capitalist World Economy: Cuba since the Collapse of the Soviet Bloc », 140.

²²⁶ Dominique Audibert, « L'île du socialisme irrévocable », *Le Point* (Paris), 12 juillet 2002, 46.

²²⁷ Marifeli Pérez-Stable, « Cuba ou le mythe exténué », *Le Monde* (Paris), 24 août 2003, 15.

²²⁸ Carlos Alberto Montaner, « Cuba : Fin de Fiesta-Castro da por terminado el Periodo Especial y retoma el Socialismo puro y duro », *Cuba in Transition* 10 (2000), 207-211.

²²⁹ Jean-François Fogel, « Le dernier carré du pouvoir castriste », *Le Monde* (Paris), 26-27 Octobre 2003, 10-11.

forte décentralisation des institutions financières²³⁰. De nombreux économistes cubains se sont également prononcés en faveur d'une accélération des réformes économiques en vue d'une adaptation au libéralisme. Par exemple, Pedro Monreal Gonzales et Julio Carranza Valdes ont proposé « de réinsérer l'île dans les circuits internationaux des finances et du commerce, et d'articuler un nouveau modèle d'accumulation qui canalise l'investissement national et étranger dans les secteurs clés de l'économie »²³¹. D'autres ont souhaité une accélération du processus de perfectionnement des entreprises, le jugeant trop lent compte tenu du manque de professionnalisme des travailleurs cubains²³². Cependant, certains auteurs cubains, dont les publications incitaient à une accélération des réformes, ont été contraints de prendre le chemin de l'exil après le démantèlement du Centre d'Études sur l'Amérique de La Havane en 1997.

2.1.2. Le contrôle gouvernemental du processus.

Si le refus officiel de la transition vers l'économie de marché ne correspond pas à un renforcement du communisme, il explique, néanmoins, la persistance du contrôle de l'État sur le processus de mise en place des réformes. Il ne s'agit pas d'un renforcement du pouvoir central comme le soutient Mauricio Font²³³. Il s'agit en fait pour le gouvernement, de contrebalancer l'ouverture économique par un contrôle qui se traduit par un raidissement idéologique du gouvernement²³⁴, comme en témoigne la vague d'arrestations en avril 2003.

²³⁰ Languepin, *Cuba, la faillite d'une utopie*, 243.

²³¹ Pedro Monreal Gonzales et Julio Carranza Valdes, « Les défis du développement à Cuba: réalités, mythes et concepts », dans François Houtart, dir., *Socialisme et marché : China, Vietnam, Cuba*, (Paris : L'Harmattan, 2001), 270.

²³² The Economist, *Cuba : Country Report, août 2000*.

²³³ Font, « Crisis and Reforms in Cuba », 130.

²³⁴ Habel, « Cuba, dix ans après la chute du mur », 42.

La mainmise de l'État sur le processus de l'instauration des réformes économiques n'est possible que dans la mesure où Cuba n'est pas subordonnée à des contraintes extérieures. N'étant pas débiteur du FMI ou de la Banque mondiale et étant exclue de la plupart des Organisations internationales, Cuba n'a pas conclu de plans de stabilisation ou d'ajustement structurel qui l'obligeraient à se soumettre à certaines conditions politiques, culturelles ou sociales. Cette particularité est une source de fierté pour les chercheurs cubains, car elle témoigne de l'indépendance de Cuba. Concrètement, Cuba jouit d'une marge de manœuvre plus large pour mettre en place ses politiques économiques que les débiteurs des institutions financières internationales. Par ailleurs, elle peut décider seule de ses priorités budgétaires, de sa législation, de l'organisation et de la progression du processus.

2.2. Illustrations du contrôle du gouvernement.

2.2.1. L'intégration du peuple dans la prise de décision.

Durant la crise du début des années 1990, le gouvernement a procédé à une importante révision constitutionnelle précédant les réformes économiques. Cette réforme constitutionnelle a été effectuée à la suite d'une consultation populaire²³⁵. Elle est souvent citée par les chercheurs cubains ayant vécu eux-mêmes cette consultation, car elle témoigne du caractère populaire du système politique cubain et de la volonté du gouvernement d'intégrer le peuple dans la prise de décision²³⁶. De même, Peter Roman, un chercheur américain ayant effectué une étude de terrain à Cuba, nous rapporte sa

²³⁵ Ken Cole, « The Process of Socialist Development », *Latin American Perspectives* 29 (2002), 51.

²³⁶ Martinez, « Cuba dans le contexte de l'économie mondiale », 205.

surprise devant la pertinence des débats, leur organisation et les propos libres tenus par les citoyens²³⁷. Néanmoins, les revendications, portant principalement sur la rénovation du système sans altérer l'engagement socialiste, exprimées par les Cubains ne semblent pas avoir été entendues. En effet, si la réforme constitutionnelle de 1992 a apporté plusieurs changements de nature économique, elle n'a traduit qu'un « écho affaibli du débat »²³⁸. L'organisation d'une telle consultation populaire est une spécificité du processus économique de Cuba, qui témoigne du contrôle du pouvoir central sur la prise de décision et qui lui confère une légitimité populaire –aux yeux des hommes politiques.

2.2.2. Le refus de diminuer les dépenses sociales.

Étant libre de définir ses priorités budgétaires, en raison de l'importance de ses pouvoirs, le gouvernement a refusé de diminuer les dépenses sociales. L'assainissement financier et la réduction du déficit budgétaire ont été effectués à Cuba sans toucher aux dépenses publiques. Le gouvernement a préféré augmenter les taxes sur des biens jugés non essentiels comme le tabac ou les boissons alcoolisées²³⁹.

En réalité, le refus de procéder à des restrictions dans le domaine social résulte des principes fondamentaux de la Révolution cubaine selon lesquels la santé et l'éducation sont les premiers droits de l'homme²⁴⁰. Depuis 1959, le gouvernement légitimise son pouvoir et le maintien de la Révolution par sa réussite en matière sociale. Il ne peut donc pas réduire son budget sans risquer de remettre en cause sa légitimité. Comme l'explique un économiste cubain, « la volonté politique de la Révolution est de protéger et de

²³⁷ Peter Roman, *People's Power, Cuba's experience with Representative Government*, (Boulder: Westview Press, 1999).

²³⁸ Dilla, « Camarades et investisseurs : Cuba, une transition incertaine », 88.

²³⁹ Martinez, « Cuba dans le contexte de l'économie mondiale », 175.

²⁴⁰ Ferriol Murruaga, « La réforme économique de Cuba durant les années 1990 », 225.

consolider les conquêtes sociales réalisées par le pays ces quarante dernières années, dont les résultats dans les domaines de l'éducation et de la sécurité sociale sont cités mondialement »²⁴¹. En revanche, l'absence de coupures dans les dépenses matérielles sociales est un thème souvent ignoré par les chercheurs sceptiques à l'égard du gouvernement de Fidel Castro. Devant le manque de matériel scolaire et médical, ils considèrent ce point sans intérêt. Néanmoins, on ne peut faire l'économie de ces résultats qui restent encourageants notamment ceux relatifs à l'alphabétisation et au niveau de santé. En effet, le PNUD a placé Cuba au 52e rang dans son classement de l'indice de développement humain, c'est-à-dire parmi les premiers pays en développement²⁴². Les données agrées par *The Economist* confirment le refus du gouvernement de diminuer ces dépenses²⁴³. Ainsi, les dépenses sociales dans l'éducation, la santé et la sécurité sociale, malgré la crise du début des années 1990, n'ont pas été altérées et ont même été augmentées en 1998²⁴⁴.

Le gouvernement cubain a résisté aux théories économiques néolibérales favorisant les diminutions budgétaires dans les dépenses publiques, en particulier sociales, marquant sa différence avec les autres pays en transition économique. Dilla souligne ici que « l'absence de réduction des dépenses sociales est une des principales différences avec l'orthodoxie néolibérale »²⁴⁵. En réalité, cette politique économique s'apparente aux programmes hétérodoxes d'ajustement structurel, dont la philosophie défend le maintien

²⁴¹ José Angel Pérez Garcia, « Cuba, unique expérience néolibérale en Amérique latine », dans François Houtart, dir., *Socialisme et marché : Chine, Vietnam, Cuba*, (Paris : L'Harmattan, 2001), 260.

²⁴² PNUD, *Rapport sur l'indice de développement humain 2003*, 245.

²⁴³ *The Economist*, *Cuba: Country Profile 2000*, 12.

²⁴⁴ Voir, Annexe, Tableau 3, *Évolution des finances publiques à Cuba, en millions de pesos à prix constant de 1990 à 2002*, 100.

²⁴⁵ Dilla, « Camarades et investisseurs : Cuba, une transition incertaine », 85.

des dépenses sociales afin de diminuer les risques liés au coût de l'accroissement des inégalités sociales.

2.2.3. Les limites et contraintes inhérentes aux nouvelles législations.

Les nombreuses limites contenues dans les réformes d'ajustement et de stabilisation traduisent le choix du gouvernement cubain de refuser la mise en place d'une économie de marché. C'est pourquoi, en terme de stabilisation, le gouvernement n'a pas procédé à une dévaluation de la monnaie nationale, mesure préconisée pour une transition d'une économie communiste vers l'économie de marché. En fait, le gouvernement a choisi de créer une nouvelle monnaie, le peso convertible²⁴⁶.

Le refus d'une économie libérale se traduit également par les multiples contraintes imposées dans les réformes d'ajustement structurel. Dans le précédent chapitre, nous avons souligné que la législation cubaine a permis la création et le développement d'un secteur privé en légalisant le travail à son propre compte. Cependant, cette législation limite l'expansion du secteur privé par une série de contraintes. Tout d'abord, les types de métiers autorisés sont strictement délimités : ce sont principalement les métiers de service qui sont visés par la nouvelle législation, et non les professions intellectuelles, d'artistes, d'enseignants, d'universitaires. De plus, le gouvernement contrôle leur développement puisqu'il est en charge d'accorder -ou non- les licences, ce qui lui permet de connaître chaque travailleur du secteur privé. Le gouvernement a aussi limité le recrutement du personnel à l'entourage familial pour diminuer les préférences professionnelles

²⁴⁶ Ritter, «The Cuban Economy in the Mid-1990s : Structural/Monetary Pathology and Public Policy », 170.

favorables à la réussite²⁴⁷. Enfin, en 1998, le gouvernement a augmenté les taxes payées par les travailleurs à leur propre compte en les justifiant, une fois de plus, par le coût des dépenses sociales liées à leur emploi²⁴⁸.

L'ouverture de l'économie aux investissements étrangers est elle aussi soumise à de nombreuses restrictions souvent dénoncées par les étrangers, car elles leur sont moins favorables²⁴⁹. En effet, la *ley de inversión extranjera* de 1995 interdit l'investissement dans les secteurs de la défense, de l'éducation, de la santé et de la sécurité nationale. Elle soumet l'autorisation au Conseil d'État lorsqu'il s'agit d'investissement supérieur à dix millions de dollars ou bien dans les secteurs publics ou pour l'exploitation d'une ressource naturelle. Par ailleurs, les auteurs cubains dénoncent cette situation dans laquelle les Cubains résidants dans l'île ne peuvent pas investir alors que des étrangers et souvent des Cubains exilés y sont autorisés²⁵⁰.

2.2.4. Une mise en place graduelle du *timing* des réformes.

Le gouvernement a également choisi une mise en place progressive des réformes libérales. L'étude de la séquence des réformes nous amène à constater que le gouvernement a d'abord instauré une série de mesures relatives à la stabilisation économique. Entre 1993 et 1995, il a dépénalisé le dollar et il a aménagé une certaine libéralisation des prix, ainsi qu'une nouvelle politique fiscale. Leurs effets à court terme ont permis à Cuba de mettre un terme à la crise économique du début des années 1990 et

²⁴⁷ Trumbull, « Economic Reforms and Social Contradictions in Cuba », 309

²⁴⁸ The Economist, *Cuba: Country Profile 2000*, 18.

²⁴⁹ Font, « Crisis and Reforms in Cuba », 122.

²⁵⁰ Suárez Conejero, « L'espace social cubain et le secteur économique mixte et privé » 241.

de stabiliser son économie²⁵¹. Ensuite, le gouvernement a effectué plusieurs changements structurels : la réforme du secteur privé en 1993, la réforme de l'agriculture en 1994, l'ouverture de l'économie aux investissements étrangers en 1995, la régulation des marchés bancaires et financiers et le processus de perfectionnement en 1998. Cette séquence des réformes illustre le caractère progressif et graduel de leur mise en place et le rejet de la thérapie de choc utilisée dans certains pays d'Amérique latine et d'Europe de l'Est qui prône la concomitance de la stabilisation et du changement structurel. Le gouvernement affirme qu'il préfère prendre son temps afin de superviser, de contrôler et de limiter les risques de corruption, de fraude et de spéculation²⁵². Ainsi, il parvient également à limiter la contestation et les tensions politiques propres à la thérapie de choc. Là encore, l'ajustement structurel proposé par le gouvernement cubain est assimilable aux programmes hétérodoxes néolibéraux.

Les auteurs favorables à une accélération de la libéralisation économique regrettent un essoufflement des réformes depuis le début des années 2000 car cela augmente les risques d'une nouvelle crise économique²⁵³. Néanmoins, certaines réformes se poursuivent, notamment celle du perfectionnement des entreprises, comme en témoigne le projet de restructuration du secteur sucrier mis en place depuis 2002.

Ces mesures traduisent le refus par le gouvernement d'intégrer le modèle néolibéral tout en soulignant la nécessité pour Cuba de s'intégrer dans l'économie internationale. En refusant d'appliquer les règles de la transition à l'économie de marché est parvenu à faire accepter les changements économiques, ses conséquences sans engendrer de contestation

²⁵¹ Herrera et Nakatani, « La Dollarisation cubaine : Éléments de réflexion pour une dé-dollarisation », 18.

²⁵² The Economist, *Cuba: Country Profile, 2002-2003*.

²⁵³ Montaner, « Cuba : Fin de Fiesta-Castro da por terminado el Periodo Especial y retoma el Socialismo puro y duro », 207-211.

politique et donc sans se voir inquiéter par l'émergence d'alternative à son gouvernement »

Dans ce dernier chapitre, nous venons d'étudier les spécificités du processus de stabilisation et d'ajustement structurel à Cuba depuis 1993. Nous avons mis en lumière les principales conséquences de ces réformes liées à l'augmentation des inégalités sociales et au recul du rôle de l'État cubain dans l'économie. Cependant, le processus reste contrôlé par le gouvernement, qui continue de s'opposer officiellement au modèle international de l'économie de marché. Cette position lui permet d'imposer ses choix, tels que l'intégration du peuple dans la prise de décision, le refus de diminuer les charges sociales, la multitude des contraintes à l'ouverture économique et la mise en place graduelle des réformes. Ces caractéristiques du processus de mise en place des réformes d'ajustement et de stabilisation distinguent Cuba des autres pays autoritaires qui ont participé à la transition économique.

CONCLUSION

Dans ce mémoire, nous avons confirmé l'hypothèse selon laquelle les réformes économiques du régime cubain sont assimilables à des mesures de libéralisation néolibérales et qu'elles ont eu pour conséquences d'introduire de nouvelles inégalités sociales et d'atténuer le contrôle de l'État sur divers secteurs de l'économie. Néanmoins, l'envergure de ces réformes est toutefois beaucoup plus limitée que celle des mesures adoptées par les nouvelles démocraties car leur finalité n'est pas d'instaurer une économie de marché imposée par la mondialisation mais d'améliorer la performance de l'économie socialiste et de sauvegarder le régime communiste. Le gouvernement castriste a donc atteint ces objectifs puisqu'il est toujours en place.

Cette hypothèse s'inscrit dans la problématique des pays n'ayant pas participé aux transitions des pays autoritaires vers l'économie de marché et la démocratie qui ont eu lieu dans les régions de l'Europe du Sud, de l'Asie du Sud-Est, de l'Amérique latine, de l'Afrique et de l'Europe de l'Est durant les décennies 1970, 1980 et 1990. Force a été de constater que Cuba n'avait pas suivi ces mouvements. En effet, elle est restée sous le joug du régime autoritaire de Fidel Castro et la transition vers l'économie de marché n'a pas été officiellement mise en place. En réalité, Cuba, au début des années 1990, a été confrontée à une profonde crise économique provoquée par la disparition du bloc de l'Est et aggravée par le renforcement de l'embargo américain puisque l'URSS était son principal partenaire économique au long de la Guerre froide, et qui plus est, lui faisait bénéficier de tarifs très avantageux. Pour mettre un terme à la situation de crise économique, le gouvernement cubain a été contraint de mettre en place une série de

mesures économiques dont le contenu, les conséquences et la finalité ont constitué nos objets de recherche.

Afin de savoir si ces réformes économiques sont assimilables aux réformes néolibérales, nous avons élaboré une grille d'analyse des réformes économiques caractérisant les transitions vers le néolibéralisme à partir des recherches effectuées par Joan Nelson, Stephan Haggard et Robert Kaufman, Diane Éthier, Adam Przeworski et John Williamson. Cette grille d'analyse distingue les réformes de stabilisation et celles d'ajustement structurel. Premièrement, la stabilisation macroéconomique a pour objectif la réduction du déficit de la balance des paiements et de la dette publique, la réduction de l'inflation, et le contrôle des prix et du taux de change. Elle se traduit par des mesures de dévaluation, de conversion de la monnaie et de création d'un taux de change compétitif. Le rééquilibrage de la balance des paiements s'effectue grâce à une discipline budgétaire et fiscale, qui suppose une élimination des subventions, une réduction des dépenses publiques et sociales et une priorité budgétaire dans les secteurs dynamiques. Deuxièmement, le changement structurel vise à rendre compétitives les économies nationales au sein du système international. Les mesures préconisées sont les privatisations, l'élimination des entreprises étatiques non rentables, la libéralisation des échanges extérieurs, des tarifs douaniers, des investissements étrangers et des marchés financiers : ce sont les deux types de mesures préconisées par la théorie néolibérale pour mettre un terme à la crise économique internationale du surendettement du début des années 1980. L'émergence de la théorie néolibérale dans les années 1970 a été favorisée par plusieurs courants de pensée, principalement la théorie monétariste de Milton Friedman et de Friedrich Hayek, par son application aux États-Unis et en Grande-Bretagne et par les conditions imposées par les institutions financières internationales aux

pays surendettés. Le néolibéralisme, né en réaction à la crise structurelle du modèle keynésien, aggravée par la crise conjoncturelle des chocs pétroliers, et ayant provoqué l'endettement des pays industrialisés et des pays en développement, a préconisé un rôle minimal de l'État sur le Marché par le biais de mesures de stabilisation et de changement structurel.

La grille d'analyse des réformes de l'ajustement néolibéral nous a permis d'étudier le contenu des réformes économiques entreprises à Cuba à partir de 1993. Plusieurs réformes de stabilisation ont été instaurées à l'instar de la dépénalisation du dollar, de la création du peso convertible et de l'introduction d'une politique fiscale. À court terme, elles ont mis un terme à la crise économique et ont permis la réduction du déficit de l'État et de la balance des paiements et la stabilisation de l'inflation, du taux de change et des prix. D'autres réformes économiques ont suivi, relevant, cette fois, de l'ajustement structurel. Tout d'abord, la mise en coopérative des terres agricoles, l'autorisation de travailler à son propre compte et le processus de perfectionnement des entreprises étatiques ont contribué à l'émergence d'un secteur privé. Il y a également eu la libéralisation des échanges extérieurs et celle des investissements et la restructuration du secteur bancaire et financier et celle de la fonction publique. Ces réformes ont permis de diversifier les partenaires économiques de Cuba ainsi que ses productions et de s'intégrer dans l'économie internationale. Ainsi, ces réformes sont assimilables aux réformes néolibérales.

Les principales conséquences de ces réformes sur le système politique, économique et social à Cuba sont au nombre de deux. La première est l'augmentation des inégalités sociales entre ceux qui ont accès aux dollars et ceux qui n'y ont pas accès. Elle est liée également à d'autres problèmes sociaux tels que l'écart entre le niveau des diplômés et la

rémunération des emplois ainsi que la progression de la criminalité, de la prostitution et du trafic de la drogue. La seconde conséquence est le recul du gouvernement cubain dans l'économie dans les secteurs agricole et touristique ; par ailleurs, l'État est concurrencé par l'émergence de nouveaux acteurs économiques, et par le mouvement de décentralisation au sein des entreprises étatiques. Néanmoins, le gouvernement cubain contrôle ce processus car la finalité de ce processus est l'adaptation du socialisme cubain et non pas la transition vers le néolibéralisme qui continue d'être rejeté dans le discours officiel au nom de l'idéal socialiste. Ce contrôle s'illustre par plusieurs spécificités tels que la participation du peuple cubain à la prise de décision, les priorités budgétaires dans les secteurs sociaux, les restrictions imposées dans les nouvelles réglementations et le caractère graduel de la mise en place des réformes.

Les mesures mises en place constituent les prémices d'une transition vers l'économie de marché. Entrepris depuis plus de dix ans, le processus d'ajustement néolibéral s'est ralenti depuis les deux dernières années alors que d'autres réformes en faveur de la transition économique seraient encore nécessaires pour permettre à l'économie cubaine de devenir plus performante. Aujourd'hui, la situation économique et sociale de Cuba est encore critique et le régime politique demeure autoritaire. De plus, l'embargo américain persiste et empêche Cuba de faire partie des négociations de la future zone de libre-échange américaine.

Actuellement, dans les sphères du pouvoir politique cubain, on distingue un courant favorable à l'économie de marché, les *reformistas*, et ceux encore opposés à la transition, les *duros*. Le courant réformiste est mené par les deux principaux auteurs de l'ajustement économique, Francisco Soberón, le directeur de la BCC et Carlos Large, le secrétaire du

comité exécutif du conseil des Ministres de Cuba et numéro trois du régime. Ce dernier est souvent présenté comme un des successeurs de Fidel Castro, mais il est en compétition avec Felipe Pérez-Roque, le Ministre des relations extérieures, et avec Carlos Valenciaga-Díaz, le nouveau secrétaire particulier de Fidel Castro. Ces deux autres alternatives, Felipe Pérez-Roque et Carlos Valenciaga-Díaz, sont considérées comme des *fidelistas* et des *duros*, non disposées à mener des réformes économiques plus favorables à l'économie de marché²⁵⁴. Mais la mise en place des réformes témoigne de l'influence du courant réformiste au sein du gouvernement actuel. Désormais, il convient de se pencher sur le rôle que devra jouer ce courant à la fois à court terme (dans un régime encore dirigé par Fidel Castro), et à moyen terme (dans l'après-Castro) pour comprendre quel peut être l'avenir de la transition économique de Cuba et du coup celui de sa transition politique.

²⁵⁴ Fogel, « Le dernier carré du pouvoir castriste », 10-11.

BIBLIOGRAPHIE

- Audibert, Dominique. 2002. « L'île du socialisme irrévocable ». *Le Point* (12 juillet): 46.
- Azicri, Max. 1992. « The Rectification Process Revisited : Cuba's Defense of Traditional Marxism-Leninism ». Dans Sandor Halebski and John M. Kirk, dir., *Cuba in transition: crisis and transformation*. Boulder : Westview Press, 37-55.
- Azicri, Max. 2000. *Cuba Today and Tomorrow*. Floride : University Press of Florida.
- Beaud, Michel et Gilles Dostaler. 1993. *La pensée économique depuis Keynes : historique et dictionnaire des principaux auteurs*. Tours : Seuil.
- Bresser Pereira, Luiz Carlos, José Mariá Maravall et Adam Przeworski. 1993. *Economic Reforms in New Democracies*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Carranza Valdés, Julio, Gutiérrez Urdaneta, Luis et Pedro Monreal González. 1999-2000. «La petite et la moyenne entreprise à Cuba: le point de vue de trois économistes cubains ». *Cahiers des Amériques latines* (no 31-32), 103-119.
- Cole, Ken. 2002. « Cuba: The Process of Socialist Development ». *Latin American Perspectives* 29 (mai) : 40-56.
- Diamond, Larry et Marc F. Plattner. 1998. *Democracy in East Asia* Baltimore : The Johns Hopkins University Press.
- Dilla Alfonso, Haroldo. 1996. *La democracia en Cuba y el diferendado con los Estados Unidos*. La Havane: Centro de estudios sobre America.
- Dilla Alfonso, Haroldo. 1999-2000. « Camarades et investisseurs : Cuba, une transition incertaine ». *Cahiers des Amériques Latines* (no 31/32) : 83-101.
- Dominguez, Jorge. 1978. *Order and Revolution*. Cambridge, London : The Belknap Press of Harvard University Press.
- Douzant-Rosenfeld, Denise. 1999-2000. « Les défis des réformes dans l'agriculture cubaine », *Cahiers des Amériques Latines* (no 31/32) : 161-180.
- Eckstein, Susan. 1997. « The Limits of Socialism in a Capitalist World Economy: Cuba since the Collapse of the Soviet Bloc ». Dans Miguel Angel Centero et Mauricio Font, dir., *Toward a new Cuba?* Londres: Lynne Rienner Publishers, 135-150.
- Escaith, Hubert. 1999-2000. « Cuba pendant la période spéciale : ajustement ou transition? ». *Cahiers des Amériques latines* (no 31/32) : 55-81.
- Éthier, Diane. 1997. *Economic Adjustments in New Democracies, Lessons from Southern Europe*. New York : St. Martin's Press et Hampshire: Macmillan Press LTD.

- Éthier, Diane. 2001. « Des relations entre libéralisation économique, transition démocratique et consolidation démocratique ». *Revue Internationale de Politique Comparée* 8 (no 2) : 269-283.
- Éthier, Diane. 2003. *Introduction aux relations internationales*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- Feinberg, Richard E. 1988. « The Changing Relationship Between the World Bank and the International Monetary Fund ». *International Organization* 42 (été) : 545-560.
- Ferriol Murruaga, Angéla. 2001. « La réforme économique de Cuba durant les années 1990 ». Dans François Houtart, dir., *Socialisme et marché : Chine, Vietnam, Cuba*. Paris : L'Harmattan, 211-229.
- Fogel, Jean-François. 2003. « Le dernier carré du pouvoir castriste ». *Le Monde* (26-27 Octobre) : 10-11.
- Font, Mauricio. 1997. « Crisis and Reform in Cuba ». Dans Miguel Angel Centro et Mauricio Font, dir., *Toward a new Cuba?* Londres : Lynne Rienner Publishers, 109-133.
- Guerra, Felicia et Tamara Alvarez-Detrell. 1997. *Balseros: Oral history of the Cuban exodus of '94*. Miami : Ediciones Universal.
- Habel, Janette. 1992. *Ruptures à Cuba*. Montreuil sous bois : Éditions La brèche.
- Habel, Janette. 1995. « Cuba, une transition à haut risque ». *Problèmes d'Amérique Latine* (no 17) : 17-33.
- Habel, Janette. 1998. « Cuba, le sucre et l'URSS ». Dans Michèle Guicharnaud-Tollis, dir., *Le sucre dans l'espace Caraïbes hispanophones : XIXème et XXème siècles*. Paris : L'Harmattan, 159-171.
- Habel, Janette. 1999-2000. « Cuba, dix ans après la chute du mur de Berlin ». *Cahiers des Amériques latines* (no 31/32) : 35-53.
- Haggard, Stephan et Robert R. Kaufman. 1992. « Institutions and Economic Adjustment ». Dans Stephan Haggard et Robert R. Kaufman, dir., *The Politics of Economic Adjustment*. Princeton: Princeton University Press, 3-40.
- Hamilton, Douglas. 2002. « Whither Cuban Socialism? The Changing Political Economy of the Cuban Revolution », *Latin American Perspectives* 29 (mai) : 18-39.
- Herrera, Rémy et Paulo Nakatani. 2002. « La Dollarisation cubaine : Éléments de réflexion pour une dé-dollarisation ». *Cahiers de la MSE* (no 90) : 16-51.

- Huntington, Samuel. 1991. *The Third Wave : Democratization in the Late Twentieth Century*. Normann: University of Oklahoma Press.
- Ibarz, Joaquim. 2002. « Au bonheur des nouveaux riches ». *Courrier International* (25-31 juillet), 25.
- Kalher, Miles. 1990. « Orthodoxy and its Alternatives: Explaining Approaches to Stabilization and Adjustment ». Dans Joan M. Nelson, dir, *Economic Crisis and Policy Choice*. Princeton: Princeton University Press, 33-61.
- Kieffer, Artimus. 2001. « Perfectionamiento Empresarial : Entrepreneurial Perfectionism and the Cuban Tourism Industry ». *Cuba in transition* 11 (août) : 350-360.
- Lage Davila, Carlos. 1997. « La nation et l'émigration ». *Correspondances internationales - Nouvelles époques* (été) : 77.
- Lagueux, Maurice. 2003, mise à jour le 23 avril 2004. *Qu'est-ce que le néolibéralisme ?*, Université de Montréal, Département de Philosophie. En ligne. <http://www.philo.umontreal.ca/textes/Lagueux_neoliberalisme.pdf> (page consultée le 26 janvier 2004).
- Languepin, Olivier. 1999. *Cuba, la faillite d'une utopie*. Paris : Folio actuel.
- Lavigne, Marie. 1992. *L'Europe de l'Est : du Plan au Marché*. Paris : Éditions Liris.
- Lévesque, Jacques. 1976. *L'URSS et la Révolution cubaine*. Montréal : Presses Universitaires de Montréal.
- Linde, Armando S. 1999. « The Effectiveness of Cuba's Banking Sector Reforms ». *Cuba in Transition* 9 (août) : 15-19.
- Machover, Jacobo. 2001. « Cuba : une transition en trompe l'oeil ». *Politique Internationale* 93 (automne) : 423-436.
- Maravall, José María. 1994. « The Myth of the Authoritarian Advantage ». *Journal of Democracy* (5): 17-31.
- Marer, Paul. 1991. « Foreign Economic Liberalization in Hungary and Poland ». *The American Economic Review* 81 (mai): 329-333.
- Martínez, Osvaldo. 2001. « Cuba dans le contexte de l'économie mondiale ». Dans François Houtart, dir., *Socialisme et marché : China, Vietnam, Cuba*. Paris : L'Harmattan, 199-210.

- Monreal, Pedro. 1997. « The Economics of the Present Moment ». Dans Miguel Angel Centro et Mauricio Font, dir., *Toward a new Cuba?* Londres: Lynne Rienner Publishers, 201-208.
- Monreal Gonzales, Pedro et Julio Carranza Valdes. 2001. « Les défis du développement à Cuba : réalités, mythes et concepts ». Dans François Houtart, dir., *Socialisme et marché : China, Vietnam, Cuba*. Paris : L'Harmattan, 265-283.
- Montaner, Carlos Alberto. 2000. « Cuba : Fin de Fiesta - Castro da por terminado el Periodo Especial y retoma el Socialismo puro y duro ». *Cuba in Transition* 10 (août) : 207-211.
- Naim, Moisés. 2000. « Les avatars du Consensus de Washington ». *Le Monde diplomatique* (mars) : 20.
- Nelson, Joan M. 1990. « The Politics of Economic Adjustment in Developing Nations ». Dans Joan M. Nelson, *Economic Crisis and Policy Choice*, Princeton: Princeton University Press, 3-33.
- O'Donnell, Guillermo, Philippe C. Schmitter et Laurence Whitehead. 1986. *Transitions from authoritarian Rules*. Baltimore : John Hopkins University Press.
- Oxhorn, Philip D. et Graciela Ducatenzeiler. 1998. « Economic Reform and Democratization in Latin America », dans Philip D. Oxhorn et Graciela Ducatenzeiler, dir., *What Kind of Democracy? What Kind of Market?* University Park, Pa.: Pennsylvania State University Press, 5-11.
- Pérez, Lorenzo L. 2000. « Fiscal Reforms in Transition Economies: Implication for Cuba ». *Cuba in Transition* 10 (août) : 212-233.
- Pérez García, José Angel. 2001. « Cuba, unique expérience néolibérale en Amérique latine ». Dans François Houtart, dir., *Socialisme et marché : Chine, Vietnam, Cuba*. Paris : L'Harmattan, 251-263.
- Pérez-López, Jorge F. 1997. « Cuba's Second Economy and the Market Transition ». Dans Miguel Angel Centro et Mauricio Font, dir., *Toward a new Cuba?* Londres : Lynne Rienner Publishers, 171-186.
- Pérez-Stable, Marifeli. 1997. « The Invisible Crisis: the Exhaustion of Politics in 1990's Cuba » dans Miguel Angel Centro et Mauricio Font, dir., *Toward a new Cuba?* Londres : Lynne Rienner Publishers, 25-37.
- Pérez-Stable, Marifeli. 2003. « Cuba ou le mythe exténué ». *Le Monde* (24 août) : 15.
- Przeworski, Adam. 1991. *Democracy and the Market*. Cambridge: Cambridge University Press.

- Ritter, Archibald R. 1997. « The Cuban Economy in the Mid-1990s : Structural/Monetary Pathology and Public Policy ». Dans Miguel Angel Centro et Mauricio Font, dir., *Toward a new Cuba?* Londres : Lynne Rienner Publishers, 151-170.
- Rodrik, Dani. 1996. « Understanding Economic Policy Reform », *Journal of Economic Literature* 34 (mars) : 9-41.
- Roman, Peter. 1999. *People's Power, Cuba's Experience with Representative Government*. Boulder: Westview Press.
- Sachs, Jeffrey. 1991. « Poland and Eastern Europe: What is to be done? ». Dans András Koves et Paul Marer, *Foreign Economic Liberalization: Transformations in Socialist and Market Economies*, Boulder: Westview Press, 235-241.
- Salama, Pierre et Patrick Tessier. 1982. *L'industrialisation dans le sous-développement*. Paris : Librairie François Maspero.
- Spadoni, Paolo. 2001. « The Impact of the Helms-Burton legislation on foreign Investment in Cuba ». *Cuba in Transition* 11 (août) : 18-36.
- Stiglitz, Joseph. 2001. *La Grande Désillusion*. Paris : Fayard.
- Suárez Conejero, Juana Elvira. 2001. « L'espace social cubain et le secteur économique mixte et privé ». Dans François Houtart, dir., *Socialisme et Marché : Chine, Vietnam, Cuba*. Paris : L'Harmattan, 231-249.
- Tablada, Carlos. 2001. « Les nouveaux agents économiques dans une société socialiste ». Dans Aurelio Alonso Tejada, dir, *Cuba : Quelle transition?* Paris : L'Harmattan, 13-26.
- Travieso-Diaz, Martías F. 2001. « Cuba's Perfeccionamiento Empresarial Law: a Step towards Privatization? ». *Cuba in Transition* 11 (août) : 271-289.
- Trumbull, Charles. 2000. « Economic Reforms and Social Contradictions in Cuba ». *Cuba in Transition* 10 (août) : 305-320.
- Trumbull, Charles. 2001. « Prostitution and Sex Tourism in Cuba ». *Cuba in Transition* 11 (août) : 356-372.
- Valdés Paz, Juan. 1999. « Le système politique cubain au cours des années 90 : réflexions sur la continuité et le changement ». Dans Aurelio Alonso Tejada, dir, *Cuba : Quelle transition?* Paris : L'Harmattan, 121-139.
- Wickham-Crowley, Timothy. 1992. *Guerillas and Revolution in Latin America*. Princeton: Princeton University Press.

Williamson, John. 1993. *The Political Economy of Policy Reform*. Washington: Institute for international economics.

Zimbalist Archibald et Manuel Pastor. 1995. « Waiting for a Change: Adjustment and Reform in Cuba ». *World Development* 23 (no 5) : 857-876.

Sites internet

CARICOM. 2004, mise à jour 20 avril. *Member Countries and Associate Members*. En ligne. <<http://www.caricom.org>> (page consultée le 20 avril 2004).

Inter-American Development Bank. 2004, mise à jour du 20 avril. *Countries*. En ligne. <<http://www.iadb.org/exr/country/eng/>> (page consultée le 20 avril 2004).

OEA. 2004, mise à jour de 2004. *Member States and Permanent Missions*. En ligne. <<http://www.oas.org>> (consultée le 20 avril 2004).

United States Agency for International Development. 2004, mise à jour du 20 avril. *Latin America and Caribbean : Cuba - Report - Support for Democratic Transition in Cuba - Current Update - USAID Program*. En ligne. <http://www.usaid.gov/locations/latin_america_caribbean/country/cuba/upd-cub.htm> (page consultée le 20 avril 2004).

Données socio-économiques sur Cuba

CEPAL. 2000. *Poverty and Social Integration in the Caribbean*. Santiago du Chili : United Nations.

CEPAL. 2003. *Estudio Económico de América Latina y el Caribe, 2002-2003*. Santiago du Chili: United Nations.

Cuba. Minsiterio de la Inversión Extranjera y de la Colaboración Económica. 2004, mise à jour de mai. *Inversión Extranjera* En ligne <http://www.minvec.cu/i_associaciones.asp> (page consultée le 10 mai 2004).

PNUD. 2003. *Human Development Report 2003*. New York, Oxford : Oxford University Press.

The Economist. *Cuba : Annual Supplement*. Londres : The Economist Intelligence Unit.

The Economist. *Cuba : Country Profile*. Londres : The Economist Intelligence Unit.

The Economist. *Cuba : Country Report*. Londres : The Economist Intelligence Unit

Législation cubaine

Base de datos políticos de las Américas. 2004, mise à jour de 2004. *University of Georgetown – Center for Latin American Studies - Constitución de Cuba de 1976*. En ligne. <<http://www.georgetown.edu/pdba/Constitutions/Cuba/cuba1976.html>> (page consultée le 19 janvier 2004).

Base de datos políticos de las Américas. 2004, mise à jour de 2004. *University of Georgetown – Center for Latin American Studies - Constitución de Cuba de 1992*. En ligne. <<http://www.georgetown.edu/pdba/Constitutions/Cuba/cuba1992.html>> (page consultée le 19 janvier 2004).

Cuba. Asamblea Nacional del Poder Popular. *Ley de la Inversión Extranjera del 5 de septiembre de 1995*. La Havane: Ministerio de La Inversión Extranjera y de la Colaboración Económica. En ligne. <http://www.gacetaoficial.cu/liext_htm.htm> (page consultée le 20 février 2004).

Cuba. Asamblea Nacional del Poder Popular de la República de Cuba. *Ley 83 de la Fiscalía General del 11 de julio de 1997*. La Havane: Ministerio de la Justicia. En ligne. <http://www.gacetaoficial.cu/lfgr_htm.htm> (page consultée le 20 février 2004).

Cuba. Banco Nacional de Cuba. 1994. *Resolución 357, Sobre la emisión del peso convertible del 20 de diciembre 1994*. La Havane: Banco Nacional de Cuba. En ligne. <http://www.cubagob.cu/des_eco/banco/espanol/regulaciones_bancarias/bcc-vii-7,5.htm> (page consultée le 20 février 2004).

Cuba. Consejo del Estado. *Decreto-ley 147 de la reorganización de los organismos de la Administración central del Estado del 21 de abril de 1994*. La Havane: Consejo del Estado. En ligne. <<http://www.min.cult.cu/legislacion/documentos/decretoley147.html>> (page consultée le 20 février 2004).

Cuba. Consejo del Estado. *Decreto-ley 165 de las zonas francas y parques industriales del 6 de junio de 1996*. La Havane: Consejo del Estado. En ligne. <http://www.gacetaoficial.cu/liext_htm.htm> (page consultée le 20 février 2004).

Cuba. Consejo del Estado. *Decreto-ley 172 del Banco Central de Cuba del 28 de mayo de 1997*. La Havane: Banco Central de Cuba. En ligne. <<http://www.bc.gov.cu/Espanol/Leyes/LEY173.pdf>> (page consultée le 20 février 2004).

Cuba. Consejo del Estado. *Decreto-ley 173 sobre los Bancos e Instituciones Financieras no Bancarias del 28 de mayo de 1997*. La Havane: Banco Central de Cuba. En ligne. <<http://www.bc.gov.cu/Espanol/Leyes/LEY173.pdf>> (page consultée le 20 février 2004).

Cuba. Ministerio de Finanzas y de los Precios. *Resolución 15-98, de la Tasa por Servicio de Aeropuertos a Pasajeros del 8 de mayo de 1998*. La Havane: Ministerio de Finanzas y de los Precios. En ligne. <<http://www.mfp.cu/leyes/r15-98.html>> (consultée le 15 avril 2004).

Annexes

Tableau 1 : Taux de croissance annuelle moyenne du PIB à Cuba (de 1989 à 2002).

Année	PIB
1989	2,0
1990	-2,9
1991	-10,7
1992	-11,6
1993	-14,9
1994	0,7
1995	2,5
1996	7,8
1997	2,5
1998	1,2
1999	6,2
2000	5,6
2001	3,0
2002	1,1

Sources : The Economist, *Cuba: Country Report, Fourth Quarter 1996* (entre 1989 et 1992).

The Economist, *Cuba: Country Profile, 1999-2000*, (entre 1993 et 1998).

The Economist, *Cuba: Country Profile, 2003-2004*, (entre 1999 et 2002).

Tableau 2 : Taux de change annuel du peso convertible et du peso cubain en dollar américain (de 1994 à 2002).

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Taux du peso convertible	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Taux du peso cubain	95,0	32,1	19,2	22,8	22,3	21,0	21,5	23,3	26

Sources : The Economist, *Cuba: Country Profile, 1999-2000*, (entre 1994 et 1998).

The Economist, *Cuba: Country Profile, 2003-2004*, (entre 1999 et 2002).

Tableau 3 : Évolution des finances publiques à Cuba, en millions de pesos à prix constant (de 1990 à 2002).

	1990	1993	1994	1998	1999	2000	2001	2002
Revenus	13 524	9 516	12 757	12 502	13 419	14 915	15 034	16 051
Taxes directes	0	100	150	1 342	4 199	4 634	5 011	n/d
Taxes indirectes	6 420	5 823	7 605	7 910	6 336	6 732	6 386	n/d
Revenu non taxé	7 104	3 593	5 002	3 250	2 884	3 549	3 636	n/d
Dépenses	15 482	14 567	14 178	13 062	14 031	15 587	15 772	n/d
Éducation	1 616	1 385	1 334	1 509	1 830	2 095	2 369	2 744
Santé	925	1 077	1 061	1 355	1 552	1 683	1 797	1 923
Sécurité Sociale	1 164	1 452	1 532	1 722	1 786	1 786	1 870	n/d
Autres	2 315	1 882	1 813	1 837	3 907	5 198	5 121	n/d
Subventions	5 064	6 733	5 755	4 655	2 893	3 076	2 625	n/d
Capital	4 398	2 038	2 683	1 984	2 063	1 749	1 990	n/d
Solde du budget	- 1 958	-5 051	-1 421	- 560	- 612	-672	-738	-1000

N/d : non disponible

Sources : The Economist, *Cuba: Country Profile, 1999-2000*, (entre 1994 et 1998).
The Economist, *Cuba: Country Profile, 2003-2004*, (entre 1999 et 2002).

Tableau 4 : Évolution de la balance des comptes courants, de la balance commerciale et de la balance des capitaux à Cuba en millions de dollars américains (de 1993 à 2001).

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Balance de comptes courants	-372	76	-409	-9	-437	-396	-462	-776	-553
Balance commerciale	-371	-635	-1375	-1614	-2033	-2657	-2909	-3117	-3076
Balance de capitaux	356	817	24,2	307,9	786,9	632,7	209,9	1088,4	367,2

Sources : The Economist, *Cuba: Country Profile 1999-2000*, (entre 1994 et 1998).
The Economist, *Cuba: Country Profile, 2003-2004*, (entre 1999 et 2001).

Tableau 5 : Répartition du nombre de travailleurs en fonction de leur employeur à Cuba par millions de travailleurs en valeur absolue et en pourcentage (en 1989 et en 2001).

	1989	1989 (%)	2001	2001 (%)
Entreprises de l'état	3 437	93,7	3,039	76,6
Entreprises étatiques ayant achevé le EPE	0	0	168	4,2
Autres entreprises	0	0	2,871	72,3
Entreprises non étatiques	229	6,3	930	23,4
Joint de venture	0	0	27	0,7
UBPC	65	1,7	319	8
Entreprises privées	139	3,8	433	10,9
Travailleurs à leur propre compte	25	0,8	152	3,8
Total	3 666	100	3 969	100

Sources : The Economist, *Cuba: Country Profile, 2003-2004*.